

REGARD

regard.ro



75
Regard 75
15 juin - 15 octobre
15 lei





PRESTIGE. PUISQUE LES ROUMAINS VEULENT PLUS.

La version la plus équipée de la gamme Dacia, maintenant aussi sur la Sandero et la Logan MCV.



LA NOUVELLE BOÎTE DE VITESSES PILOTÉE

EASY-R

DACIA
GROUPE RENAULT

www.dacia.ro | [f /DaciaRomania](https://www.facebook.com/DaciaRomania)

La climatisation automatisée et le système de navigation et multimédia MediaNav te garantissent un haut niveau de confort sur l'ensemble des modèles de la gamme Prestige. En plus, la boîte de vitesses pilotée Easy-R, une nouveauté dans la gamme Dacia, te rend beaucoup plus à l'aise dans la circulation quotidienne.

On t'invite dans la concession pour nous connaître!

Édito

RARES

Il est assis près de sa petite maison en bois située à flanc de colline, à Pângărați, commune du département de Neamț, un matin de mai. Il fait bon, lui ne fait rien. Il regarde les arbres, quelques chèvres qui pâturent, des fleurs jaunes et rouges, tout ce vert et le grand bleu. D'une voix douce, il dit bonjour. Son visage est si aimable, tendre parmi les rides, apaisé malgré la dureté d'une fin de vie exposée aux rigueurs du temps, celui du ciel. L'autre, le temps qui passe, il l'a apprivoisé. Il n'attend rien, il attend juste. Ses deux enfants viennent le voir une fois par an, mais ce ne sera pas aujourd'hui. Aujourd'hui est un jour comme un autre où le présent est tout, formidablement puissant. Cet homme n'est pas heureux, il n'est pas triste non plus ; il est un élément de la nature et cela semble lui suffire. Autour de lui, l'air silencieux est empli de sagesse, sillonné par ce regard lent, bienveillant. Son attitude dit tant en ne disant rien, juste au revoir, d'une voix douce. Souvent je pense à cet homme de Pângărați, je me demande s'il est toujours assis au même endroit, si ses enfants sont venus le voir, si quelque chose est venu perturber son quotidien. Si d'autres hommes comme lui existent ailleurs. Certainement, mais ils sont devenus rares.

Laurent Couderc

L+C



Dessin de couverture : Georgian Constantin
(reproduction de la grande mosquée Carol 1 de Constanța).

RENCONTRE

Laurențiu Belusica, chirurgien / 4

SOCIÉTÉ

Belle passe / 10

Entretien avec Radu Delicote,
analyste politique / 12

Projections sur Bucarest / 15

À LA UNE

Quelques touches d'Orient / 22

ÉCONOMIE

Entretien avec Michaëlle Jean,
Secrétaire générale de l'OIF / 46

Une palette qui s'étend / 50

Entretien avec Roxana Rugină,
initiatrice du projet Cluj Makers / 52

HORS FRONTIÈRES

Entretien avec
Thierry de Montbrial,
président-fondateur de

l'Institut français des relations
internationales (IFRI) / 54

Grand reportage à Odessa / 58

Levée d'encre à l'Est / 72

CULTURE

Entretien avec l'auteure

Alexandra Badea / 76

Mungiu, séducteur absolu / 78

Envol muséal / 80

« Comme un organisme mort »

Propos recueillis par Benjamin Ribout.
Photos : D.R.

Le système de santé roumain est aux abois. Manque de moyens, insalubrité, exode des talents et corruption sont quelques-unes des tares qui gangrènent la vie des Roumains depuis 25 ans. Après le drame du Colectiv et le décès mystérieux d'enfants dans des hôpitaux d'Argeș, il ne manquait plus que le scandale des désinfectants dilués. Rencontre avec un praticien, le chirurgien Laurențiu Belusică.

Regard : Dans quelles conditions travaille-t-on aujourd'hui en Roumanie en tant que chirurgien ?

Laurențiu Belusică : La profession n'a pas évolué dans la bonne direction, même si le personnel qui travaille en chirurgie, les médecins et les assistants, a toujours essayé de combler les manques afin de maintenir le cap. Selon moi, les chirurgiens roumains sont à part. Ils ont développé des qualités qui leur sont propres, différentes de leurs homologues européens, avec un certain art du compromis afin que le malade puisse sortir de l'hôpital en bonne santé. Cela a toujours été notre but, de façon générale, mais le système ne nous aide pas.

C'est-à-dire ?

Il n'évolue pas. Il est comme un organisme mort incapable de s'adapter. De leur côté, les professionnels avancent tant bien que mal avec leur temps en se documentant et en participant à des congrès. À titre de comparaison, dans le domaine de la justice, il existe un Institut national de la magistrature qui instruit ses membres en permanence. Ce n'est pas le cas chez nous. L'État n'investit pas dans ses chirurgiens et ses médecins, nous devons payer toutes nos formations en dehors de l'école. J'ai pris plusieurs cours à l'étranger que j'ai payés moi-même, à l'exception d'un seul pris en charge par l'État français. La seule fois où j'ai demandé de l'aide à l'État roumain, on m'a répondu que je

devais me débrouiller. Or, un cours d'une semaine en France, par exemple, coûte entre 2 500 et 3 000 euros, tout compris. Je recommande toujours à mes étudiants d'en suivre au moins un par an, mais cela correspond à cinq mois de salaire. Ils doivent aussi s'abonner à des revues roumaines spécialisées ainsi que participer à des congrès dans le pays. J'ai énormément appris à l'étranger, notamment en Angleterre, mais aussi à Strasbourg où j'ai fait de la chirurgie laparoscopique pour traiter l'hernie inguinale. Quand je suis rentré, c'est devenu ma spécialité. Dans l'absolu, l'école roumaine pourrait faire la même chose car nous avons de bons professeurs, mais il faudrait créer un institut subventionné. Ce qui existe à l'heure actuelle n'est pas remboursé. Les procureurs roumains, eux, vont participer à des cours au FBI aux États-Unis sur l'argent des contribuables. Pas nous.

Pourquoi ?

Le système médical de ce pays doit être complètement revu. En France, on considère que les hôpitaux sont toujours perfectibles, alors qu'il n'y pas eu une seule infection suite aux attentats de novembre. C'est un autre monde. Nous devons mettre en place des protocoles thérapeutiques rigoureux avec des règles englobant l'ensemble de notre activité. Celles-ci doivent redéfinir du tout au tout l'échelle des valeurs de notre métier. Un médecin travaille pour ses patients, ensuite pour ses collègues, puis pour l'hôpital

Laurențiu Belusică est chirurgien mais aussi maître de conférences à l'université de médecine Carol Davila de Bucarest. Entre deux opérations, il a tenu à recevoir *Regard* chez lui plutôt qu'à l'hôpital.

où il évolue. Enfin, et en dernier lieu, il doit penser à lui. Or, le système sert le système et la direction de l'hôpital. C'est très pyramidal. Sur cinq médecins, un seul souhaitera vraiment que les choses changent. La plupart se complaisent dans le statu quo. La direction valide les protocoles qui lui conviennent et qui servent ses intérêts. Le grand chef à la tête d'un hôpital raisonne de la façon suivante : je n'ai pas envie de faire des radiographies le vendredi soir, alors je vais dresser un protocole afin qu'elles se fassent plutôt le lundi. Peu importe si le patient en a besoin le vendredi ou le week-end. Voilà où l'on en est. Nous avons besoin de règles claires pour protéger et le patient et le médecin. Je ne peux pas vous citer une seule mesure prise ces dix dernières années en vue d'améliorer nos conditions de travail, ou pour mieux utiliser l'argent public. Tout comme pour contrecarrer la corruption dans les hôpitaux. Nous en payons le prix fort aujourd'hui avec Hexi Pharma. Le but n'est pas d'attraper le médecin quand il commet une erreur, mais de prévenir ces erreurs.

« Sur cinq médecins, un seul souhaitera vraiment que les choses changent.

D'où vient historiquement la corruption dans la santé ?

Dans les années 1940, les salaires des médecins ont été réduits afin de les tenir sous contrôle. À partir de là, on a laissé la corruption s'installer pour les prendre la main dans le sac et se débarrasser des éléments gênants. Il y a des documents clairs sur tout cela, c'est un fait historique. Aujourd'hui, on retrouve cette corruption à tous les niveaux. Attention, cela ne veut pas dire que les gens ne font pas leur travail, nous ne sommes pas dans un pays du Tiers Monde. Mais, personnellement, je ne me sens pas en sécurité dans un hôpital roumain.

Certains hôpitaux, et donc des régions entières, manquent cruellement de personnel...

Effectivement. Tulcea, par exemple, n'a plus de pédiatre et cela n'inquiète personne. D'après moi, nous devrions construire de grands hôpitaux d'au moins 1 000 lits. Et renoncer ainsi aux petites structures afin que tout se fasse au même endroit. Cela ne sert à rien de promener le malade d'un hôpital à l'autre. Une structure devrait desservir de trois à quatre départements et rassembler tous les types de services. On ne va pas à l'hôpital à pied comme à l'école ou à l'église. Aujourd'hui, alors qu'un seul grand hôpital suffirait, il y en a quatre avec quatre équipes dirigeantes ainsi que quatre managers et quatre conseils d'administration. Autre aspect qui doit changer : un malade doit aller à l'hôpital auquel il appartient.

Des études récentes montrent que la moitié des personnes mourant avant 75 ans en Roumanie auraient pu être sauvées...

Nous sommes les pires en Europe à ce niveau-là. Les gens méconnaissent complètement des règles de base. Dans certains pays, on n'a pas le droit de travailler si on n'a pas suivi de formation aux premiers secours. Un homme meurt en trois minutes suite à une crise cardiaque. Les gens doivent apprendre à dispenser les soins de base. Des étudiants en quatrième année de médecine m'ont raconté qu'ils avaient fui lors de l'incendie du Colectiv, ils ont réalisé qu'ils ne savaient pas quoi faire sur place et ils ont eu peur qu'on les accuse d'être incompetents. Il n'y a pas de cours de premiers secours à l'université, mais on dispense des heures de marketing pour vendre des médicaments. Il y a aussi pas mal d'étudiants qui sortent sans avoir jamais fait d'injection. En dentaire, les étudiants ne mettent jamais la main sur le patient, c'est aberrant. Ils doivent apprendre par eux-mêmes, en travaillant dans des cabinets.

Quand un étudiant roumain arrive en France pour travailler, est-il vraiment au niveau ?

Selon moi, oui. C'est juste que son parcours est plus sinueux. On peut prendre n'importe quel médecin roumain et l'envoyer à l'étranger, il va s'en sortir. À l'étranger aussi, les conditions sont difficiles, mais de façon bien différente. Je n'ai jamais dormi une seule seconde durant une garde en Angleterre. Ici, à 22 heures, dans certains endroits, les médecins sont en pyjama.

Les récents scandales ont-ils conduit à une prise de conscience ?

À un moment donné, le ministère a voulu démarrer des contrôles dans les hôpitaux sur l'ensemble du pays, mais il s'est rendu compte que cela n'avait jamais été fait auparavant. Il n'y avait pas de procédure prévue. Or, on ne contrôle pas un hôpital en arrivant le matin et en buvant un café avec l'équipe. Il faut fonctionner par étape, considérer tous les aspects, de la nourriture pour les patients en passant par les outils et la méthodologie.

Aviez-vous vu venir le scandale sur les désinfectants ?

Ma surprise fut totale. Surtout que l'on effectue régulièrement des tests. Les désinfectants doivent agir sur plusieurs agents pathogènes : d'abord les microbes, ensuite les virus qui sont plus petits, les spores, et enfin les champignons. Le désinfectant doit donc éliminer quatre formes de vie. Mais les produits Hexi Pharma tuaient uniquement les microbes. Ils n'avaient aucun effet sur les trois autres catégories, pourtant les contrôles ne le dépistaient pas. Tout cela a été parfaitement orchestré, les produits étaient dilués de manière chirurgicale.

On peut prendre n'importe quel médecin roumain et l'envoyer à l'étranger, il va s'en sortir. À l'étranger aussi, les conditions sont difficiles, mais de façon bien différente. Je n'ai jamais dormi une seule seconde durant une garde en Angleterre. Ici, à 22 heures, dans certains endroits, les médecins sont en pyjama.

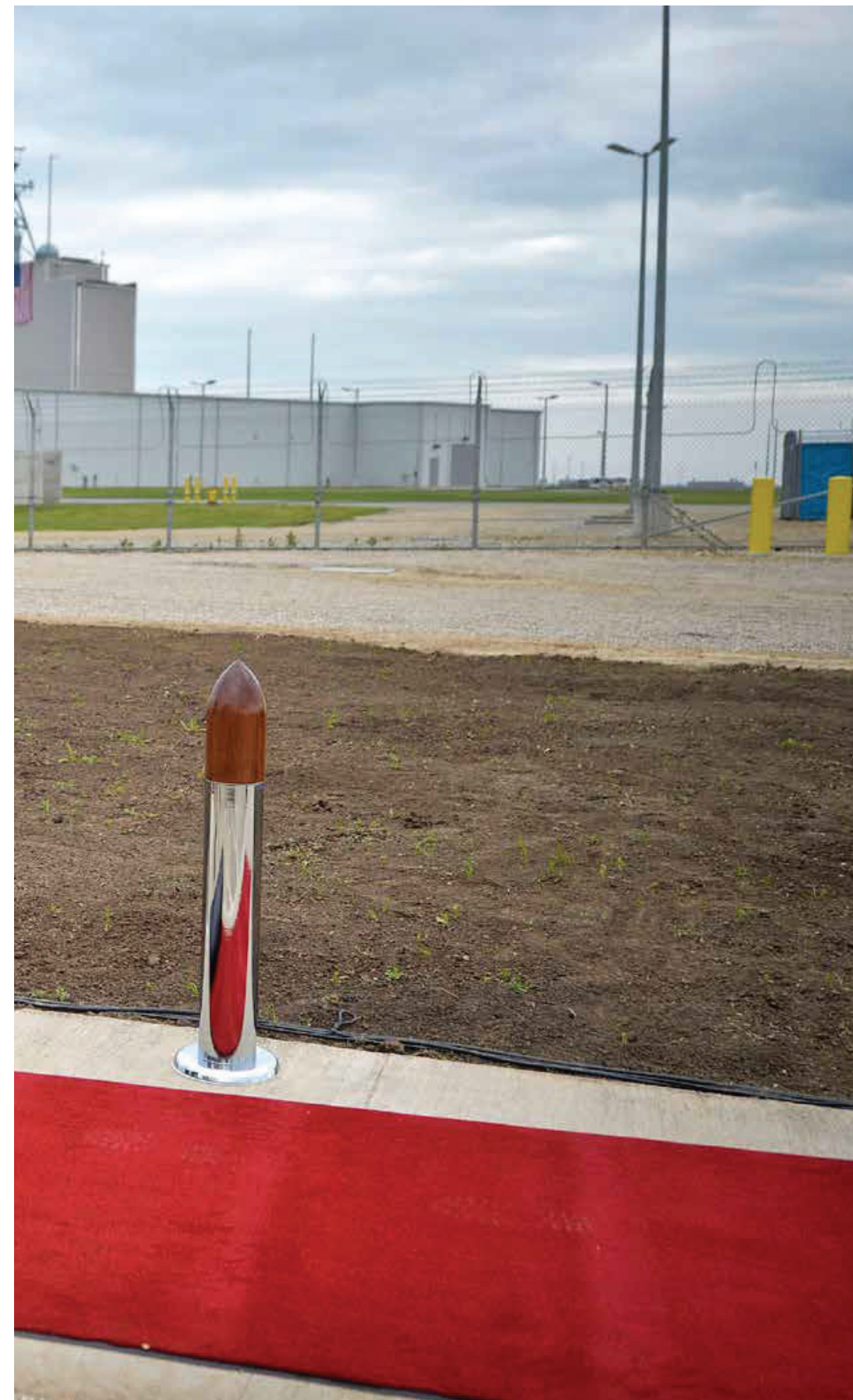
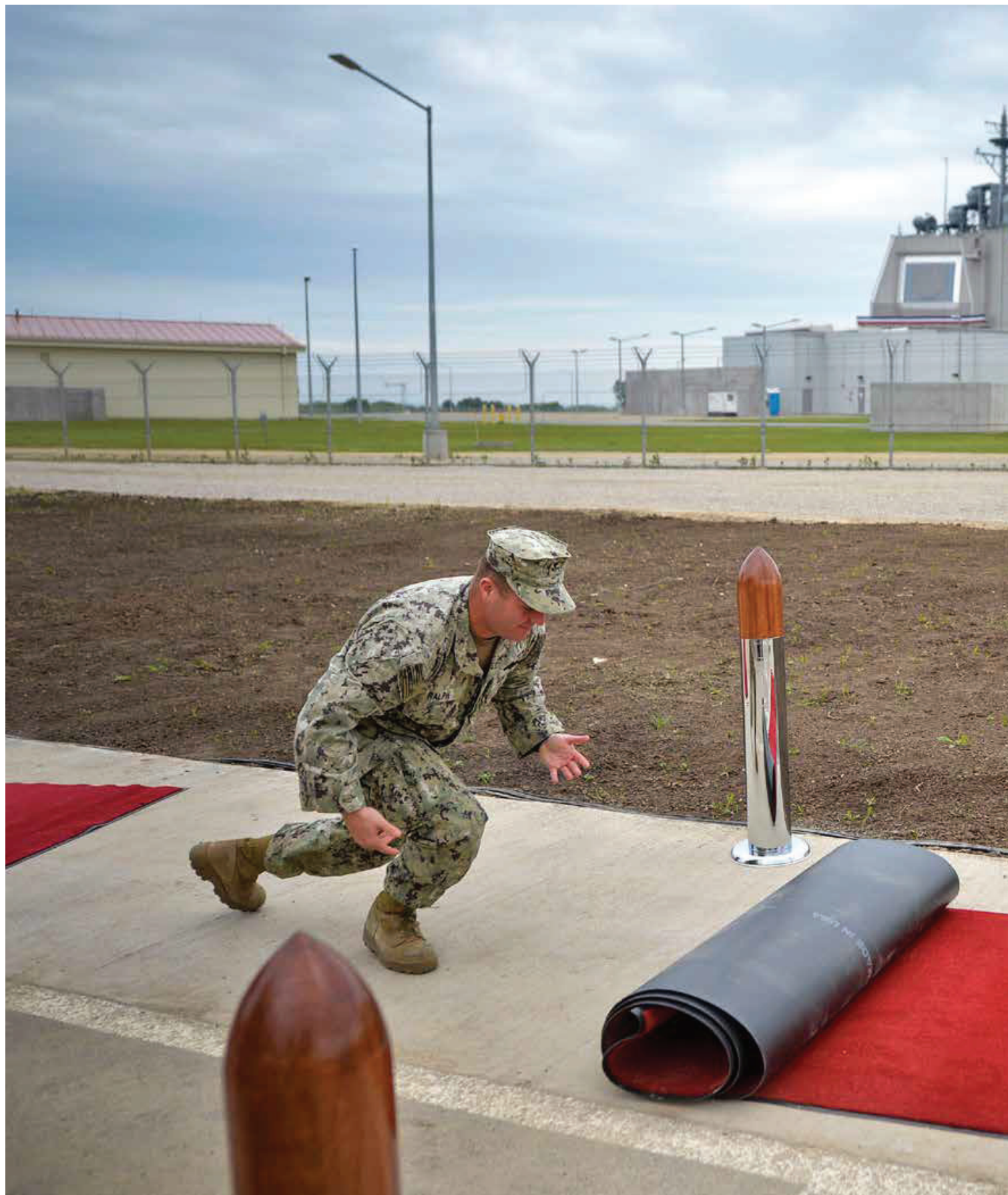


Parallèlement à votre travail de chirurgien, vous êtes aussi médiateur quand il y a des erreurs médicales...

De plus en plus de patients ont le sentiment d'avoir été lésés. Le système médical et les assurances ne les protègent pas suffisamment, ils partent alors en guerre, littéralement. L'équipe médicale non plus n'est pas protégée correctement. En Angleterre ou en France, un patient est face à un système et non pas à un médecin. Ici, c'est l'inverse. De façon générale, il faudrait davantage de dialogue entre médecins et patients, que tout soit clair en fonction du type d'opération. La première chose que disent les personnes qui réclament une médiation est qu'on ne leur a rien expliqué. On en vient au pénal trop vite, mais ce n'est facile ni pour le patient ni pour le médecin qui a l'impression que l'hôpital le laisse tomber.

On parle encore du système de santé dans le dernier film de Cristian Mungiu, « Bacalaureat ». Cela ne vous énerve-t-il pas ?

Non. Le film de Cristi Puiu, « Moartea domnului Lăzărescu », en 2005, a lui aussi permis de montrer une triste réalité. Aujourd'hui encore, des patients sont promenés d'un service à l'autre avec des conséquences parfois dramatiques. Certes, le SMURD (service d'urgence, ndlr) fonctionne mieux. Mais c'est surtout après que le bât blesse, lorsque le malade se retrouve à l'hôpital sous sa couverture à trois lei.



Société

Inauguration du site de défense antimissile de l'OTAN à la base aérienne de Deveselu (sud de la Roumanie), le jeudi 12 mai. Cette installation, composée de 24 intercepteurs et efficace sur un périmètre d'environ 600 km, a été entièrement financée par les États-Unis (800 millions de dollars) – des intercepteurs capables de neutraliser en moins de 15 minutes un missile balistique de courte ou moyenne portée. Un système impressionnant qui, selon certains experts, ne serait pas justifié...
« Les menaces principales ne viennent pas de l'est du continent. Des investissements de cette nature et de cette ampleur me paraissent contreproductifs sur le plan stratégique », estime Thierry de Montbrial, président-fondateur de l'Institut français des relations internationales (IFRI) – voir l'entretien page 54.

L.C.
Photo : Andreea Alexandru / Mediafax



Depuis février, une quinzaine d'adolescentes du quartier de Ferentari à Bucarest participent au projet « Football for hope ». Une façon de s'évader, ballon au pied.

Un samedi du mois de mai, un peu avant 10 heures, dans le vieux gymnase de l'école 147. De jeunes filles commencent à arriver pour l'entraînement dirigé par Florentina Smărăndoiu, ancienne joueuse professionnelle. Ici, on s'amuse entre copines, au-delà du défi sportif. Pendant une heure, Elena, Raluca et les autres pourront enfin s'évader d'un quotidien difficile. Elles vivent à dix voire à douze dans des maisons minuscules ou des immeubles insalubres, souvent sans électricité. À l'école, elles se sentent souvent en décalage avec ce que le système scolaire attend d'elles. Et ont tendance à décrocher vite.

Le projet « Football for hope », un partenariat entre la FIFA, la Fédération internationale de foot, et le Policy Center for Roma and Minorities, a été spécialement créé pour elles en février dernier. « *Ce ne fut pas simple, il a fallu convaincre certains parents pour lesquels une fille ne peut pas jouer au football* », explique Raluca Negulescu, coordinatrice du projet. « *Ces activités créent un nouveau lien avec l'école, cela renforce aussi leur confiance. Ces adolescentes font désormais partie d'une équipe qui compte sur elles.* »

Certes, après seulement quelques semaines d'entraînement, le niveau de jeu est encore faible, mais là n'est pas l'important. Florentina Smărăndoiu a tout de suite adhéré à l'idée d'entraîner des filles qui n'y connaissent rien. « *Elles viennent pour se faire plaisir, s'échapper d'une vie plutôt dure. Les voir rire, s'amuser, c'est très plaisant, peu importe les résultats.* »

À la fin de l'entraînement, le centre leur offre un sandwich, certaines ne mangeant pas à leur faim. Ferentari est le quartier le plus pauvre de Bucarest, là se mêlent les problèmes d'éducation, de chômage, de drogue... Raluca Negulescu estime qu'il est urgent d'« investir » dans cette jeunesse : « *On entend dire que Ferentari ne changera jamais. Bien que ce quartier nécessite beaucoup d'implication et de courage, rien n'est impossible. C'est grâce à des projets comme celui-ci qu'on construit l'avenir de Ferentari, en changeant la voie qui était tracée d'avance pour tous ces enfants. Il faut les inspirer afin qu'eux-mêmes en inspirent d'autres.* »



Depuis 2010, le Policy Center for Roma and Minorities organise des activités dans tous les domaines : street dance, basket, théâtre, musique... En 2013, un « club des mamans » a même été créé : tous les mardis, une vingtaine de femmes se retrouvent pour parler des problèmes du quartier. Ensemble, elles ont par exemple réussi à convaincre la mairie du secteur 5 de rénover et sécuriser un parc de jeux.



« Le vote rationnel a sa chance »

Les résultats des élections locales préfigurent, en général, ce qui va se passer aux élections parlementaires. Et cette fois-ci, d'après l'analyste Radu Delicote, un mouvement anti-système pourrait changer la donne et confirmer l'évolution d'une société roumaine fatiguée de la scène politique actuelle.

Propos recueillis par Carmen Constantin.
Photo : Mihai Barbu

Regard : Quelle signification donnez-vous au résultat des élections locales ?

Radu Delicote : Historiquement, depuis 1989, ce qui se passe aux élections locales donne une bonne idée de ce qu'il adviendra aux générales. D'un côté, quand un parti remporte une mairie, il est plus simple pour l'organisation locale de faire campagne pour les élections parlementaires. De l'autre, si une formation politique qui n'était pas attendue gagne ne serait-ce qu'une seule des grandes villes du pays, cela peut provoquer un mouvement général en faveur de cette formation à l'automne. Un nouveau maire dans une agglomération importante va intéresser l'ensemble des électeurs.

Cette année, peut-on s'attendre à un scénario différent ?

En 2008 et 2012, l'électorat a majoritairement voté de façon émotionnelle, contre quelque chose. C'est également ce qui s'est passé lors de la présidentielle de 2014. Personnellement, ce que j'espère cette fois-ci est une nouvelle tendance : un électorat qui ne vote plus par simple inertie. Une population qui va voter avec une idée en tête, même si cette idée n'est qu'à moyen terme. Et de ne plus entendre des phrases du genre : « Oui, il a volé, mais il a aussi fait des choses », ou bien « oui, il est poursuivi, mais il est des nôtres. » La grande différence cette année par rapport aux élections précédentes vient des nouvelles règles mises en place pour les campagnes électorales. Il n'y a plus autant d'affiches qu'avant placardées sur l'ensemble du territoire, et surtout, les partis ne peuvent plus dépenser des centaines de millions d'euros, les dépenses de campagne ont été limitées à 30 000 euros. De cette façon,

peut-être qu'un vote plus rationnel aura davantage de chance de s'imposer.

Le mécontentement de la société civile vis-à-vis de la classe politique est plus fort que jamais, notamment après le drame du Colectiv. Comment pourrait-il se traduire en termes de résultat électoral cet automne ?

Il existe désormais une véritable base d'électeurs anti-système, des gens extrêmement mécontents. Un sondage récent révèle par ailleurs qu'environ 90% des Roumains ne font pas confiance aux partis politiques (sondage IRES de février dernier, ndlr). C'est énorme. Certes, les électeurs anti-système ont plus ou moins toujours existé. En 2012, une formation dénommée le parti du peuple (Partidul Poporului, ndlr), alimentée par une télévision propagandiste ne diffusant que des sujets négatifs de façon continue, a accédé au Parlement. Mais au-delà de ce type de populisme, une formation anti-système rigoureuse, développant une campagne de communication cohérente, avec une vraie discipline dans les messages et les apparitions médiatiques, peut bousculer les grands partis. Et rassembler les individus qui souhaitent sanctionner ceux montrés du doigt, des individus désireux de voter pour une formation qui a eu le courage de dénoncer les abus de pouvoir. Ce courage est devenu une monnaie d'échange et de communication en Roumanie. Il s'agit d'une construction culturelle récente qui promet de se transformer en vote anti-système.

Peut-on s'attendre à ce que le gouvernement de Dacian Cioloș devienne toujours plus une cible pour de nombreux politiques ?

Sans doute, déjà le Premier ministre a supporté attaques après attaques qui l'ont fatigué, à mon sens. Il a dû changer plusieurs ministres, ce qui fut opportun, il fallait débloquer certaines situations. À noter par ailleurs que ces démissions ont été plutôt propres, des actes forts et rares en Roumanie. Mais je ne sais pas jusqu'à quand Dacian Cioloș va résister. Espérons toutefois qu'il n'y aura pas de motion de censure fatale, la chute du gouvernement actuel ne serait pas du tout bon pour le pays. Il est primordial de transmettre un message de stabilité à l'extérieur.

Quel est votre pronostic concernant les deux grands partis, le PSD et le PNL (Parti social démocrate et Parti national libéral, ndlr) ?

Comme je le mentionnais précédemment, cela dépendra beaucoup du résultat des élections locales (l'entretien a été réalisé avant, ndlr). Si l'abstention est forte, ce qui serait une vraie déception, les grands partis se concentreront sur leur noyau dur qui leur rapportera toujours aux alentours de 10% des suffrages. Mais comme dans toute élection, l'objectif est surtout de convaincre les indécis, et peut-être qu'aujourd'hui d'autres formations que les grands partis ont leur chance.

Le président Klaus Iohannis est-il toujours la locomotive du PNL ?

Après dix ans avec un président justicier, Klaus Iohannis a essayé de calmer les choses. Le résultat ne lui a pas été très favorable, il a rapidement chuté dans les sondages pour se retrouver à environ 30% d'opinion favorable. Je pense toutefois qu'il reste une locomotive pour le PNL, même si cela ne convient pas à certains partisans. Selon moi, il devrait jouer davantage la carte d'ambassadeur de la Roumanie, être la marque du pays, motiver la diaspora et la classe moyenne urbaine, celle qui est la plus déçue de la politique, ces deux Roumains sur cinq qui ne vont pas voter parce qu'ils sont convaincus que cela ne changera rien. Quand il a repris le discours de la rue suite au drame du Colectiv, l'impact a été fort, les gens ont senti qu'il était mobilisé. Espérons qu'il va maintenir ce rythme.

Comment les dossiers pénaux et les condamnations de plusieurs hommes politiques vont-ils influencer les électeurs ?

Les candidats « propres » n'ont rien à se reprocher. Le problème est le vote d'inertie auquel je faisais précédemment allusion, le vote sanction négatif de 2012. En tant qu'électeurs, nous devons de nous poser les vraies questions, du genre : « Monsieur le maire, qu'avez-vous fait de concret pour votre communauté ? Combien de fonds européens avez-vous attirés ? » C'est la seule façon de se rendre compte s'ils ont bien fait leur travail ou pas. La Roumanie doit être perçue comme une compagnie où nous faisons tous partie du conseil d'administration, les élus ne sont que des employés. Et quand un employé ne fait pas bien son travail, on ne lui dit pas : « Tu n'as rien fait depuis quatre ans, mais reste, tu es des nôtres. »

NOTE : à lire, l'analyse des résultats des élections locales par Nicolas Don, page 14.



Engie - Acteur de référence sur le marché de l'énergie en Roumanie

- Distribution de gaz naturel
- Fournisseur de gaz naturel
- Services techniques et d'efficacité énergétique
- Fournisseur d'électricité
- Production d'énergie électrique

engie.ro

LA CHRONIQUE
de Nicolas Don

Un triomphe pour
le prix de deux

C'est un grand chelem. Nous ne sommes plus à Roland Garros, mais à Bucarest, à l'issue des élections locales (municipales et régionales). Le PSD vient de remporter la mairie, plus celles des six arrondissements qui composent la capitale roumaine. Les mêmes sociaux-démocrates étaient pourtant mal en point à la fin de l'année dernière, lorsque la rue s'est débarrassée du gouvernement de Victor Ponta. Des milliers de manifestants avaient alors demandé des comptes suite à l'incendie qui avait tué 64 personnes, venues écouter du rock dans une salle appelée Colectiv.

La corruption tue, criait alors la rue.

Début juin, les habitants de Braşov, Craiova, Baia Mare, Tulcea, Râmnicu Vâlcea et d'autres villes et villages roumains ont allégrement élu des maires mis en examen, condamnés voire emprisonnés, pour corruption. À Bucarest également, dans deux secteurs.

Autre curiosité de la capitale : l'effondrement du parti libéral (PNL) dont le candidat n'a réuni que 10% des suffrages. À Bucarest, le grand gagnant – un chercheur en mathématiques, passé par l'École Normale Supérieure de Paris – est arrivé deuxième. Pas loin de 30% pour Nicuşor Dan – fondateur et militant actif d'une ONG opposée à la destruction du patrimoine architectural bucarestois. L'USB enfonce un coin de la carte électorale de Bucarest. Voire même du pays tout entier, même si le taux de participation à ces élections est loin d'être satisfaisant, notamment à Bucarest où moins d'un inscrit sur trois est allé voter. Par ailleurs, la razzia du PSD sur la capitale ne doit pas occulter l'ensemble du tableau. Au niveau national, les sociaux-démocrates ne devancent les libéraux que de 6%. Et les autres partis sont très loin derrière, le premier d'entre eux dépassant à peine ces mêmes 6%. Quant à Nicuşor Dan et son USB, ce n'est que le début d'une ambition : l'Union pour la Sauvegarde de Bucarest va devenir l'USR – l'Union pour la Sauvegarde de la Roumanie. Et présentera des candidats aux législatives de l'automne.

Là-haut sur son Aventin, le président Klaus Iohannis choisira – peut-être – de se doter (enfin ! diront beaucoup de ceux qui l'ont élu en 2016) d'un parti présidentiel. Il aura à choisir entre un PNL éternellement désuni, vivant une éternelle nuit des longs couteaux, et une USR qui espère timidement l'enterrer, pour mieux le remplacer. D'ici là, comptez bien les points. Cela risque de se jouer au tie-break.



Photo : Andrei Creangă

Projections sur
Bucarest

Que pourrait devenir Bucarest dans dix, quinze ans, et comment voudrait-on la voir évoluer ?
Regard a posé la question à quatre architectes intimement liés au développement de la ville, chacun dans un domaine différent.

KPMG Enterprise

KPMG Enterprise se consacre exclusivement à aider les propriétaires d'entreprises et les entrepreneurs à conférer de la valeur à leurs activités et à bâtir des entreprises prospères. C'est de fait notre seule raison d'être.

Contact

Jacqueline Laye, Director

Email: jlaye@kpmg.com

Côté gestion, par
Ștefan Ghenciulescu :

« Bucarest dans dix ans, selon moi, ce sera un développement plus équilibré, plus intelligent et plus démocratique de la ville. Quand je parle d'équilibre, je pense à un juste milieu entre les deux extrêmes par lesquelles nous sommes passés : le développement autoritaire de la dictature et celui chaotique du libéralisme sauvage. Mais pour cela, il faut se recentrer sur les qualités de la capitale. Si Bucarest n'est pas une ville urbaine, elle a tout de même un air métropolitain. On y sent de l'énergie, des initiatives, de l'entrain, cela doit être mis à profit. Ensuite, je parle d'un développement intelligent en pensant à une modernité responsable ; il ne faut pas opposer le patrimoine historique avec la modernité, comme on a trop l'habitude de le faire. Bucarest a toujours été un laboratoire de la modernité. Il est vrai que son patrimoine est très éclectique, mais cela lui donne aussi un certain charme. Enfin, un développement plus démocratique est nécessaire. L'aménagement des espaces et des bâtiments publics doit passer par des concours, être l'objet de débats, comme en France. Quand on parle de vision, en Roumanie, il faut que cela soit obligatoirement spectaculaire. Je vois plutôt une stratégie bien établie se basant sur des principes, et qui vienne avec les moyens de ses ambitions. »

Sur les quartiers communistes, par
Dorothee Hașnas :

« Dans un avenir proche, le trafic va étouffer les quartiers populaires construits par le régime communiste, tout comme la périphérie de Bucarest. Marcher à pied ou prendre son vélo deviendra de plus en plus désagréable, les trottoirs et les espaces verts seront envahis par les voitures. Les rues vont devenir trop étroites pour l'intervention des ambulances, des pompiers ou le passage des camions poubelles. Du coup, l'école, le bureau, les magasins, tous ces lieux où l'on va quotidiennement nous paraîtront de plus en plus loin. Conséquence, les gens vont devenir encore plus agressifs... C'est donc dans ces quartiers communistes que j'attends le plus de changements pour ces dix prochaines années. Je vois des immeubles réhabilités autant dans leur structure qu'au niveau thermique, des places de parking mieux organisées, et surtout une attention de chacun pour les espaces publics. L'aménagement de jeux pour les enfants et d'installations sportives pour les adultes, par exemple, ou bien de potagers dans les quelques espaces verts qui séparent les immeubles. Ces petits changements rendront ces quartiers plus agréables. Le modèle de ces communautés sera repris ailleurs et, pourquoi pas, soutenu par la mairie. La vie dans ces quartiers pourrait devenir plus riche, avec des réunions et des repas entre voisins, des espaces multifonctionnels pour les activités culturelles et sportives, ainsi que des centres communautaires. En résumé, je souhaiterais que les quartiers d'aujourd'hui deviennent les zones urbaines les plus effervescentes de la ville, et fassent enfin la paix avec leur identité d'anciens quartiers communistes. »

Sur le patrimoine architectural, par
Loredana Brumă :

« Bucarest évolue rapidement. Quand je regarde en arrière, je vois qu'en dix ans l'intérêt général pour le patrimoine architectural a beaucoup grandi. Je découvre avec plaisir une communauté plus attentive, mieux informée et plus responsable. Et cela me rend optimiste pour le futur de notre patrimoine architectural. Je pense que dans dix ans, nous allons avoir à Bucarest de nombreux modèles de bonnes pratiques, plus créatives et proches de ce qui se fait en Occident actuellement. J'espère que le nouveau code du patrimoine va bientôt voir le jour, et qu'un cadre juridique plus précis et mieux appliqué sera mis en place. J'espère aussi que de plus en plus de voix vont soutenir la préservation de notre patrimoine culturel, avec des propositions matures et responsables. Toutes ces énergies doivent générer des programmes et des politiques qui stimuleront réellement le développement économique en rapport au patrimoine architectural. J'aimerais aussi que les prochains programmes de soutien financier tiennent compte de la qualité architecturale des interventions sur les bâtiments de patrimoine, et non pas seulement de critères uniquement technico-économiques. En résumé, j'aimerais que dans dix ans, le patrimoine architectural de Bucarest soit vu comme une ressource et non pas comme une responsabilité imposée. »

Sur le développement, par Dorin Ștefan :

« D'un point de vue géographique, Bucarest a toutes les chances d'être une métropole du sud-est de l'Europe. Et nous devons faire fructifier cet atout. La ville est un organisme vivant, complexe et en mouvement. Pourtant, aujourd'hui, notre capitale est bloquée de toutes parts. Jusqu'à présent, les solutions proposées n'ont été que des pansements, elles n'ont pas vraiment soigné les maux de la ville. Une solution prise de quelque part ne fonctionne pas nécessairement partout. À Bucarest, en plus du manque de cohérence des lois d'urbanisme, le dysfonctionnement de la circulation est chronique. L'accumulation d'une masse critique de voitures s'est superposée à un système complètement dépassé. Pour faire court et schématiser, nous pouvons dire qu'il existe des solutions à court, moyen et long terme. Le désamorçage de cette masse critique de véhicules peut être fait par des interventions immédiates qui diminueront la pression sur des points critiques, comme la construction de tunnels et de parkings. En parallèle, sur le moyen terme, des artères périphériques doivent être créées pour détourner le flux transversal actuel, en particulier au nord. Enfin, sur le long terme, une ceinture de type autoroute doit être construite afin de maîtriser les entrées dans la ville. Nous devons apprendre à créer les prémices du développement, avant de penser à d'autres solutions. »

Propos recueillis par Jonas Mercier.

Des maisons qui ne pleurent plus

Texte et photo : Pauline Choitel.



Bucarest ne sont plus étrangers au fait que rénover est un moyen d'accroître le capital socio-économique de la ville », précise Loredana Brumă, coordinatrice de projets chez Rhabillage. Même si le chemin reste long. « Le manque de soutien et parfois le rejet de la part de locaux sont les principales difficultés. » Plus coûteuses, les rénovations sont souvent perçues comme inutiles par certains promoteurs qui préfèrent raser le bâtiment.

Sur la photo, The Ark, édifice situé dans le quartier de Rahova, à deux pas du Palais du peuple, construit d'après les plans de l'architecte italien Giulio Magni en 1899 pour en faire un entrepôt de marchandises. Après avoir accueilli les bureaux du chantier du Palais du peuple sous Ceaușescu, le bâtiment principal est resté désaffecté à partir de 1989. Il lui faudra attendre 2006 pour être intégré dans les plans du projet de revitalisation Transcentral Urban București. Depuis 2010, il abrite des bureaux et plus de 1 000 m2 sont dédiés à des événements culturels. Un bel exemple de maison qui ne pleure plus...

"Avec Groupama, je suis sûr de tenir mes promesses. Parce qu'eux, leurs promesses, ils les tiennent."

Occupe-toi de ce qui compte vraiment

Les avantages des assurances Groupama
Habitation: paiement du sinistre en 72 heures
Santé: prévention, diagnostic, soins
Casco: assistance routière en moins d'une heure
Centre d'appels: attente de 30 secondes maximum

Les détails concernant les avantages de Groupama et les conditions dans lesquelles vous pouvez en bénéficier sont disponibles sur www.groupama.ro/colectia-de-avantaje

Asigurăm tot ce contează pentru tine.
Alo Groupama: 0374 110 110 www.groupama.ro

Asigurări

LA CHRONIQUE d'Isabelle Wesselingh

journaliste à l'Agence France-Presse

Marian

« Il ne faut pas s'attacher aux objets. » La phrase a du vrai. Aucun objet n'a l'importance de ces liens immatériels qui nous tiennent debout : l'amour de nos proches, l'amitié solide des amis, une musique qui touche notre cœur. À l'heure de partir de cette terre, aucun objet ne nous suivra quel que soit le chemin mystérieux que prendra notre âme dans l'après. Pourtant, la phrase a aussi du faux qui tient à la superficialité de notre perception. Car un objet peut se révéler la concrétisation matérielle de toutes ces choses invisibles qui nous font vivre. Imaginons le tableau d'un peintre. Dans cet objet de toile, de bois et de peinture, reposent des jours de réflexion et d'observation, un flot de sentiments qui s'extériorisent et se concrétisent à travers une main et un pinceau, des heures de travail, le regard unique de l'artiste sur le monde. Les ceintures délicatement brodées de milliers de perles que confectionnent les couturières de Năsăud, dans le nord de la Roumanie, les poteries façonnées au creux des mains des artisans de ce pays, les portails de bois sculptés comme des dentelles sont bien plus que de simples objets. Ils contiennent en eux la spiritualité de ces hommes et ces femmes qui patiemment les ont fait naître, travaillant des heures et des jours durant à leur ouvrage. Posés chez nous sur une table, portés sur un corps, ils nous apportent un peu de cette spiritualité et de ces sentiments. Carla Szabo, la designer de bijoux roumaine, utilise une belle métaphore : « *Dans une maison, avoir des tas d'objets en série fabriqués à la chaîne équivaut à un menu de fast-food : beaucoup de nourriture mais peu nutritive ; en revanche, comme un plat préparé à la maison, avec de bons ingrédients, nourrit vraiment le corps, des objets fabriqués avec du temps et de l'amour nourrissent l'âme de ceux qui les possèdent.* » Les objets peuvent aussi s'enrichir au fil de la vie

et devenir des récipiendaires de nos souvenirs. J'ai ainsi un portefeuille acheté à Amsterdam il y a presque 14 ans. Il m'a suivi en France, sur les routes de Bosnie où nous allions à la rencontre des survivants des camps pour écrire un livre, puis dans toute la Roumanie. J'y tiens. Mais, il y a peu, le fermoir du porte-monnaie s'est cassé. En France ou à Chypre, impossible de trouver un artisan capable de le réparer. « Achetez-en un autre », me conseilla-t-on. Quel gaspillage de le jeter pour un fermoir cassé. Et puis j'ai rencontré Marian à Bucarest. Il vient tous les jours à son « magasin » en plein air, un simple stand devant le magasin Bucur Obor, juste après avoir traversé le boulevard Mihai Bravu en venant de Moșilor. Son échoppe consiste en une petite table sur laquelle sont posées quelques pinces et des boîtes en fer remplies de fermoirs et de fermetures éclair. Malgré la simplicité de son « magasin », Marian est tiré à quatre épingles : chaussures impeccablement vernies, chemise blanche parfaitement repassée, petite moustache brune bien taillée. En quelques minutes, il sort le fermoir cassé, en remonte un autre agilement, modifie quelques détails sur la fermeture éclair et me rend mon portefeuille en parfait état. Depuis, je regarde avec plaisir ce fermoir qui me rappelle les doigts agiles de Marian, ce travail minutieux que mes mains maladroites sont incapables de reproduire et que j'admire chez lui. Il me rappelle aussi la vie d'un homme qui travailla des années durant dans une fabrique avant qu'elle ne fasse brusquement faillite et qui a le courage tous les jours de venir sur ce coin de rue pour proposer son savoir-faire aux passants. En regardant mon fermoir, j'espère que ces « petits métiers » de Bucarest qui font des merveilles pour les objets auxquels nous tenons ne disparaîtront jamais.

Le « delta de Bucarest » désormais protégé

Jonas Mercier
Photo : Mihai Barbu

Dans le numéro de décembre-mars, *Regard* avait publié un long article sur le lac Văcărești, friche humide de 186 hectares située au sud-est de Bucarest (nr 73, pages 10-11). Sa situation était alors critique, après plus de 25 ans d'abandon. Depuis, une décision gouvernementale a enfin changé la donne : le lac Văcărești a été déclaré parc naturel le 11 mai dernier. C'est la première fois dans le pays qu'un espace intra-urbain obtient ce statut, et il s'agit sans doute de l'une des zones naturelles humides en milieu urbain les plus vastes du continent. « *C'est extraordinaire de voir comment la nature reconquiert un territoire et le peuple avec une biodiversité aussi riche* », s'émerveille le spéléologue Cristian Lascu, l'un des premiers à avoir milité pour la protection du lieu. Aujourd'hui, on y trouve des loutres, des renards, et des centaines d'autres espèces de mammifères, d'insectes et de poissons. Certains oiseaux migrants, habituellement présents dans le delta du Danube, comme les aigrettes, ont même choisi d'y installer leur nid. Un important nettoyage de la zone a commencé, car certains endroits étaient devenus des dépotoirs. « *Maintenant, la conservation de ce petit delta dépend de nous, il va falloir en prendre soin pour qu'il devienne un objectif touristique*, a récemment affirmé le ministre de l'Environnement, Cristina Pașca Palmer. *Mais je parle d'un tourisme plutôt éducatif dont l'impact sur cette biodiversité sera minime.* »



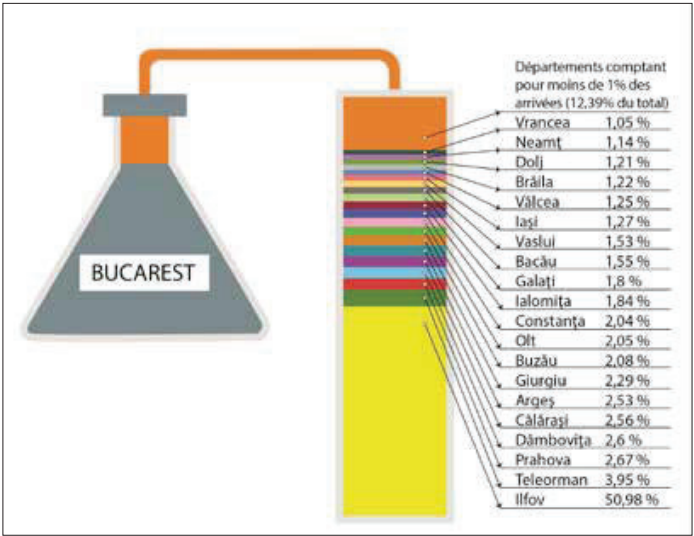
agende • calendare • cărți • albume • pliante • postere

B-dul Metalurgiei 73-75, 041832, București, România
Tel: +40 (0) 21 306 61 00; Fax: +40 (0) 21 306 61 01

e-mail: comercial@artagrafica.ro
www.artagrafica.eu

Où vont-ils quand ils quittent la capitale ?

Chaque année, Bucarest perd environ 9 000 habitants, soit 4,5 fois plus que les autres capitales de la région. Cette tendance s'est accélérée après 1979 ; jusqu'alors, il y avait environ 20 000 départs par an, mais davantage d'arrivées. Mais où partent-ils ? Plus de la moitié se stabilisent dans des petites localités situées près de Bucarest. Les autres s'installent un peu partout, principalement là où vivent leurs proches. Dan Popa (données graphiques : Institut national de la statistique, INS).



POINT INFOS SUR LA DISTRIBUTION DE REGARD

REGARD

Présentation

Titres

Abonnement

Archives

Partenaires

Contact

RENCONTRES

Răzvan Mazilu

Danseur, en toute sincérité

Radu Parascivescu

Romancier, traducteur, chroniqueur et éditeur

Ada Condeescu

« Je recherche aujourd'hui un rôle de composition qui ne soit pas trop proche de moi »

ARTICLES

Tiré à 4 200 exemplaires – 3 000 exemplaires pour la revue en français et 1 200 pour le journal en roumain –, *Regard* touche désormais plus de 60 000 lecteurs par an. La revue est distribuée via les kiosques Relay Inmedio, elle est aussi envoyée vers diverses institutions et entreprises, ainsi que dans les centres francophones répartis sur l'ensemble de la Roumanie. À Bucarest, une trentaine de collèges, facultés et lycées roumains reçoivent la revue et/ou le journal, qui sont notamment utilisés pour les cours de français – les professeurs ont par ailleurs un accès direct au format numérique de la revue grâce au réseau Vizafle. Quant au journal, il est principalement distribué dans près de 200 lieux à Bucarest (facultés, bars, restaurants sélectionnés).

Enfin, les abonnements augmentent chaque année (en Roumanie et à l'étranger), que ce soit l'abonnement papier ou numérique (www.regard.ro). La revue et le journal *Regard* sont édités par Fundația Francofonia, association à but non lucratif dont l'objectif est de promouvoir un journalisme qui suit les règles de déontologie du métier, d'apporter une autre vision des réalités de la Roumanie et des pays limitrophes, aussi objective que possible, en prenant du recul par rapport à l'actualité quotidienne. L.C.

POUVOIR. INSTANTANÉMENT.

MICHELIN PILOT SPORT 4

PRÉPAREZ-VOUS À UN PUR PLAISIR DE CONDUITE EN TOUTE SÉCURITÉ, AVEC DES PNEUS QUI TRADUISENT INSTANTANÉMENT TOUTES VOS DÉCISIONS SUR LA ROUTE.

MICHELIN

Une meilleure façon d'avancer

Informations valides à date de publication.
Michelin 855 200 507 RCS CLERMONT-FERRAND - Integer - 08/2015. © Getty Images.



Grande mosquée Carol 1, Constanța.

Quelques touches d'Orient

Texte : Jonas Mercier
Photos : Mihai Barbu

Il y a deux ans, le photographe Mihai Barbu était parti pour *Regard* réaliser un grand reportage dans le delta du Danube. Cette fois-ci, pour notre numéro d'été, nous avons décidé d'aller dans la même région mais un peu plus au sud, auprès des minorités de tradition musulmane. Avec le même appareil, cette même envie de se retrouver au plus près des habitants, et de sentir à travers l'image.

Un reportage accompagné par les textes du journaliste Jonas Mercier, des encadrés concis, précis, qui font aussi parler ceux qui vivent dans la région.

Chers lecteurs, la rédaction vous souhaite un bel été et de parcourir avec plaisir ces « quelques touches d'Orient » . L.C.



Géographie

Située au sud-est de la Roumanie, la Dobroudja, Dobrogea en roumain, est délimitée à l'ouest et au nord par le Danube et son delta, au sud par la frontière avec la Bulgarie et à l'est par le littoral de la mer Noire. Les quelques rivières qui abreuvent ce paysage de grandes plaines sont sèches une bonne partie de l'année. Pourtant, malgré une certaine aridité, la Dobroudja abrite une faune et une flore riches et abondantes. Au nord, des forêts de chênes, de charmes, de tilleuls et une végétation luxuriante dans le delta du Danube. Au centre et au sud, l'herbe rase et les arbustes typiques des zones de steppe. Enfin, d'un point de vue géologique, la Dobroudja présente un grand intérêt, notamment grâce aux monts Măcin (nord), plus anciens que les Carpates.

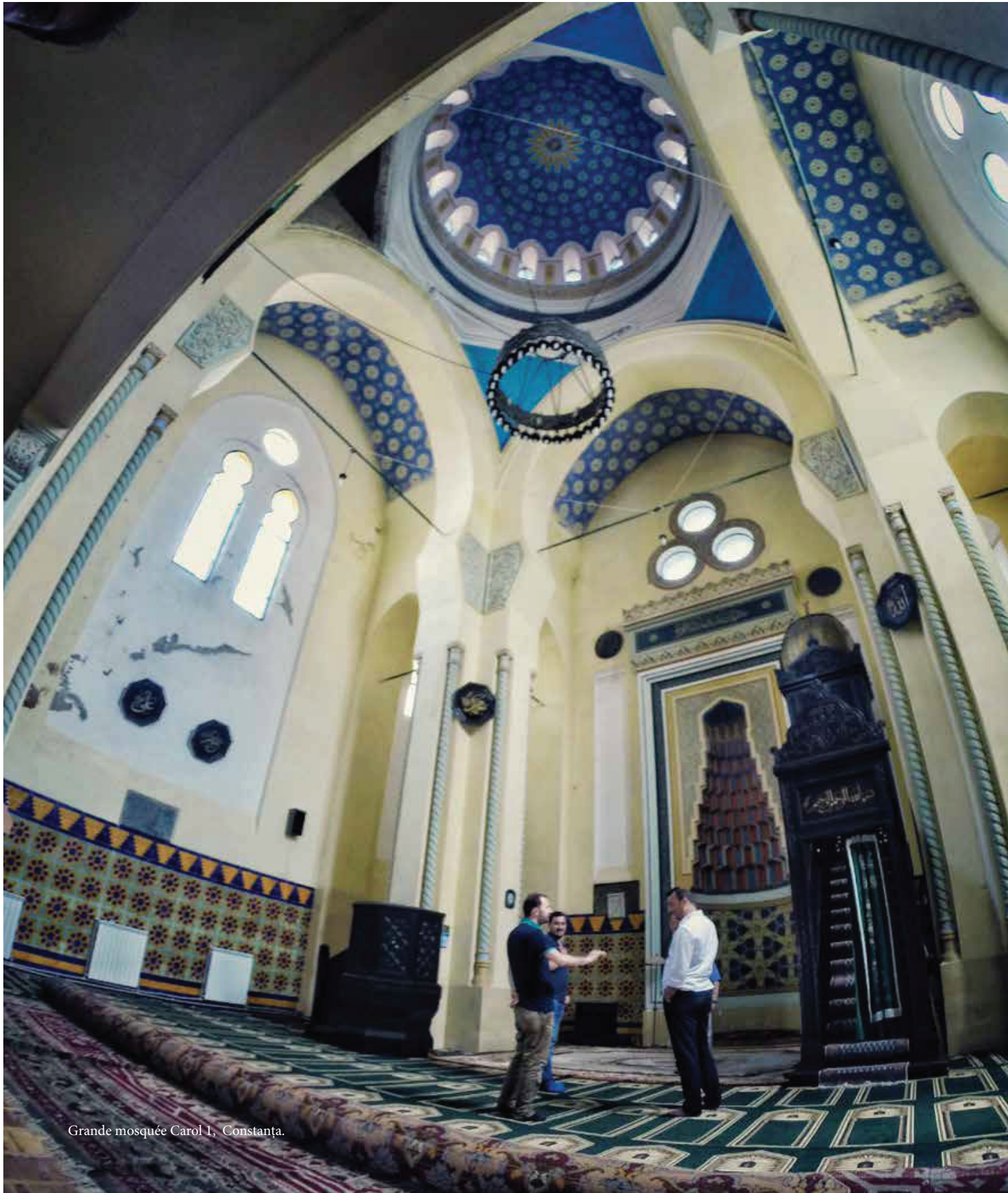
Histoire

Au 7ème siècle avant J.C., des colons grecs venus de Milet décidèrent de s'installer sur le littoral roumain et d'y créer la ville d'Histria, aujourd'hui chantier archéologique. Plus tard, d'autres Grecs créeront Tomis (Constanța), puis Callatis (Mangalia). « Cette colonisation grecque de l'antiquité fait de la Dobroudja la première région de Roumanie à avoir été urbanisée », note l'historien Metin Omer. À la suite du déclin de l'Empire romain, c'est au tour de l'Empire ottoman d'asseoir son autorité sur la région. L'accès à la mer Noire est évidemment stratégique. Mais le développement de l'Empire russe fait bientôt de la Dobroudja une zone tampon. Elle accueille donc les peuples turcs de Crimée, chassés par les Russes. Puis elle deviendra elle-même un champ de bataille quasiment permanent entre les deux empires. Cette situation appauvrit considérablement la Dobroudja qui, le 14 novembre 1878, fut enfin rattachée aux principautés roumaines.

Suite à l'union des principautés, les peuples musulmans qui habitent la Dobroudja se retrouvèrent du jour au lendemain minoritaires dans un pays chrétien. « La première réaction de la population musulmane a été d'émigrer vers l'Empire ottoman, la composition démographique de la Dobroudja s'est alors modifiée, précise Metin Omer. Mais les choses se sont rapidement calmées, notamment parce que la Roumanie a développé une politique favorable à ces minorités, le roi Carol I leur assurant une série de droits, notamment dans les domaines de la religion, de la justice et de l'éducation. » À l'arrivée du communisme, leurs terres seront collectivisées et la spécificité des nombreuses minorités de Dobroudja noyée dans l'idéal de la classe ouvrière. La région sera notamment marquée au fer rouge par la construction du canal Danube-Mer Noire qui fut creusé avec le sang de milliers de détenus politiques, de droit commun ou issus des minorités, et ce pendant près de quarante ans.

Minorités

La Dobroudja est souvent citée comme exemple quand il est question de minorités. Sur cette bande de terre qui correspond à la superficie de la Sardaigne, on en compte une dizaine : Lipovènes, Turcs, Tatars, Ukrainiens, Grecs, Bulgares, Italiens, Roms, Juifs, Aroumains... Surtout, ces minorités cohabitent en bonne entente, alors même que la plupart appartiennent aux trois grandes religions monothéistes. Si la Dobroudja fut le champ de bataille préféré des Ottomans et des Russes, elle n'a jamais été le théâtre de conflits ethniques. Durant l'Entre-deux-guerres, un mouvement nationaliste tatar a milité activement pour recréer la République populaire de Crimée, qui a vu le jour en décembre 1917 et ne dura que deux mois. Mais il a été réduit au silence par le régime communiste après la guerre. Et à partir du début des années 1990, les autorités roumaines ont redonné de nombreux droits aux minorités, notamment culturels et dans l'éducation, renforçant un peu plus les bonnes relations entre tout ce petit monde.



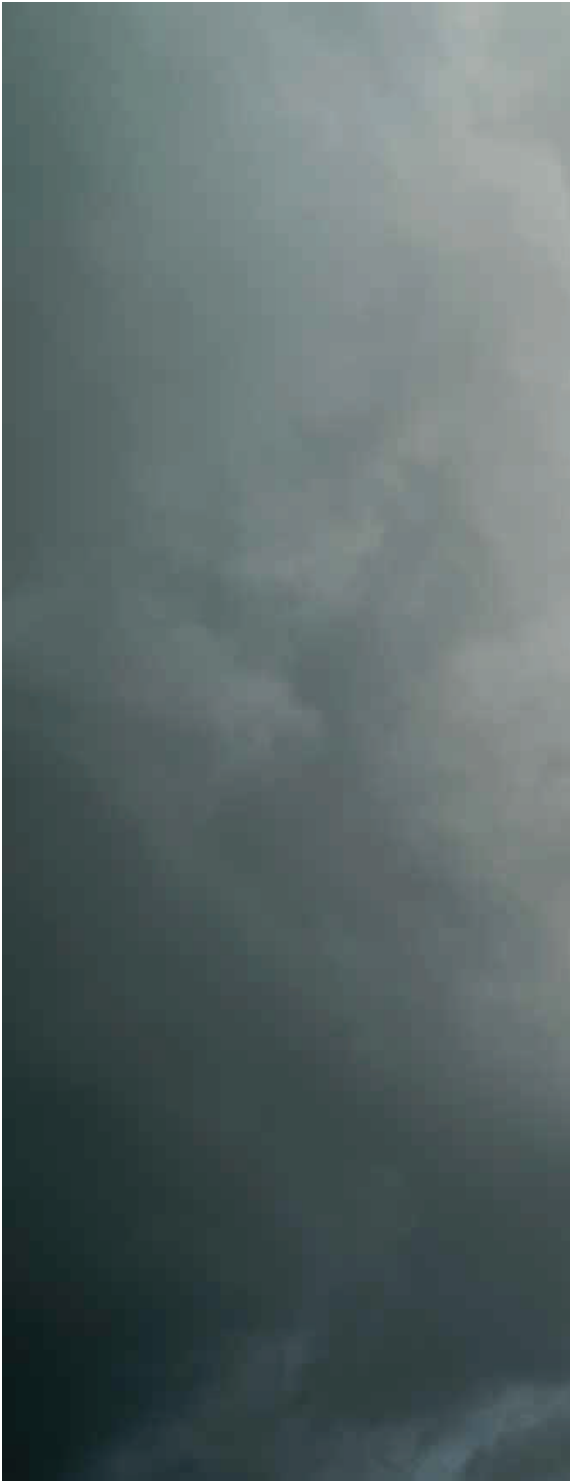
Grande mosquée Carol I, Constanța.

Les musulmans

La Dobroudja compte deux minorités musulmanes : les Tatars et les Turcs. À elles deux, elles rassemblent environ 50 000 personnes – à noter qu’une partie des Roms de Dobroudja pratique également la religion musulmane. On recense 70 mosquées en Roumanie, la très grande majorité se situant en Dobroudja. De fait, la religion musulmane a toujours été respectée par les Roumains orthodoxes. *« Ils s’agit de communautés historiques en Dobroudja, qui n’ont jamais eu besoin de s’intégrer »,* explique la journaliste Adina Bocai. *Les tensions que l’on observe aujourd’hui à l’encontre des musulmans en Europe de l’Ouest n’ont ici jamais existé. Les mariages mixtes sont d’ailleurs fréquents.* » Les Turcs comme les Tatars sont largement représentés dans les communautés locales, comme à Tuzla (7 000 habitants), où le maire fraîchement élu est musulman. Ou bien à Techirghiol (7 000 habitants), où cinq des quinze conseillers municipaux sont issus des deux minorités. Les deux sous-préfets du département de Constanța sont eux aussi musulmans. Enfin, une mosquée a été construite l’année dernière dans le petit village de Izvoru Mare par un maire chrétien spécifiquement pour la minorité musulmane qui compte... 16 personnes.

Les Tatars

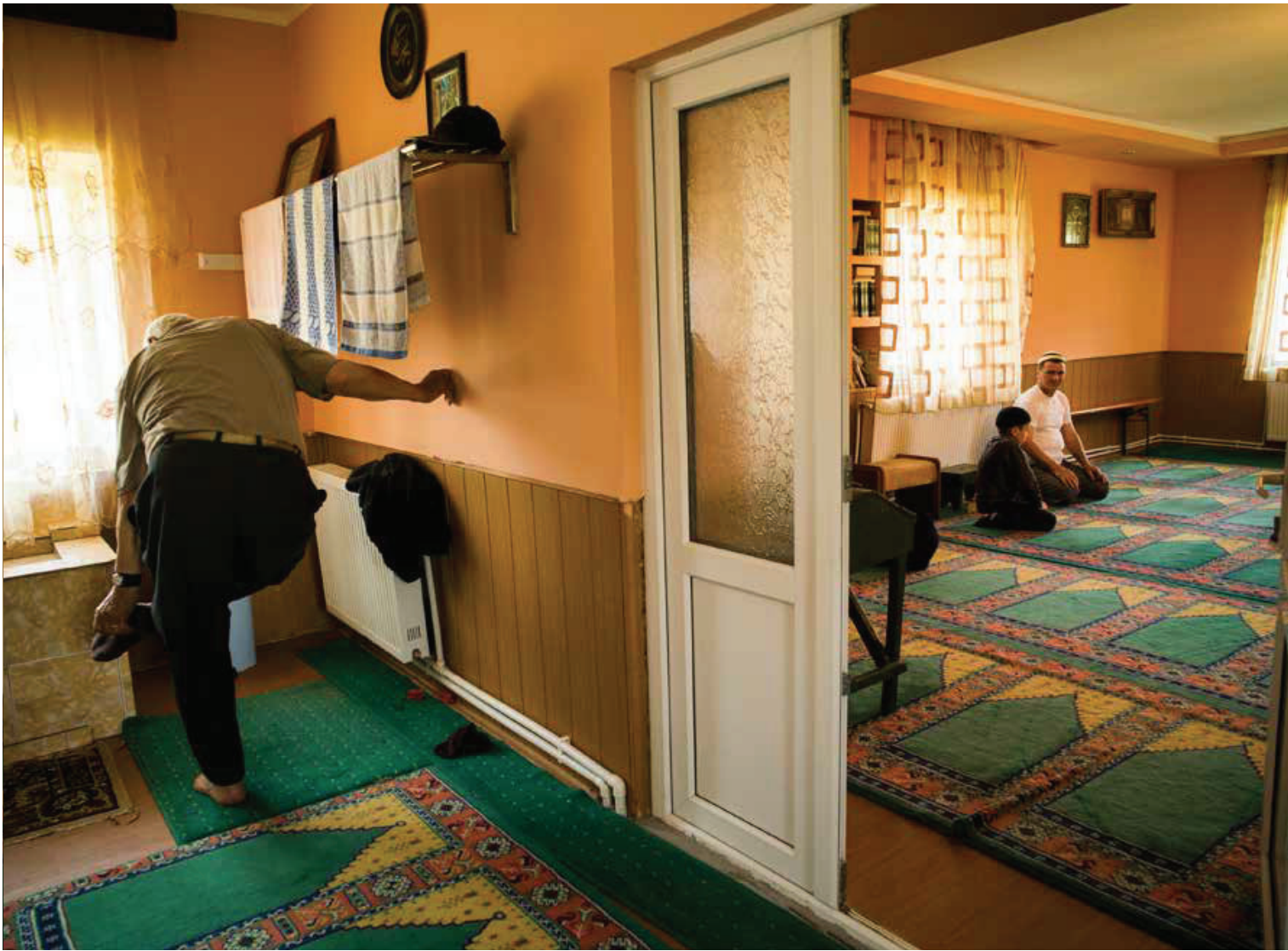
C’est peut-être la minorité la plus emblématique de Dobroudja. Entre 1853 et 1856, alors que la guerre entre l’Empire ottoman et la Russie fait rage, les Tatars, peuple turc, décident de quitter la Crimée. Ils descendent le long de la mer Noire pour rejoindre les terres musulmanes. La Dobroudja deviendra alors, pour une partie d’entre eux, une nouvelle patrie. Les Tatars arrivent avec leur langue, un peu différente du turc, leurs traditions, notamment la danse, et leurs costumes. *« Les Tatars n’ont jamais été discriminés par les Roumains, et aucune politique d’assimilation n’a jamais été pratiquée »,* insiste le président de la filiale de Techirghiol de l’Union démocratique des Tatars turco-musulmans de Roumanie, Duagi Nail. *Sous le communiste, nous ne pouvions pas apprendre notre langue à l’école, c’est la seule chose que l’on peut reprocher aux autorités.* » Depuis 1989, la communauté tatare, comme les dix-neuf autres minorités reconnues de Roumanie, a un représentant au Parlement et bénéficie d’un enseignement primaire en langue maternelle. *« Nous sommes des citoyens roumains, d’ethnie tatare, et nous possédons les mêmes droits que tous les autres Roumains. Voire plus, car nous bénéficions d’aides pour la promotion de notre culture »,* ajoute Duagi Nail, qui dit ne jamais avoir eu connaissance d’un incident entre Tatars musulmans et Roumains chrétiens depuis qu’il est né, il y a bientôt 70 ans.



Minaret de la mosquée de Fântâna Mare.

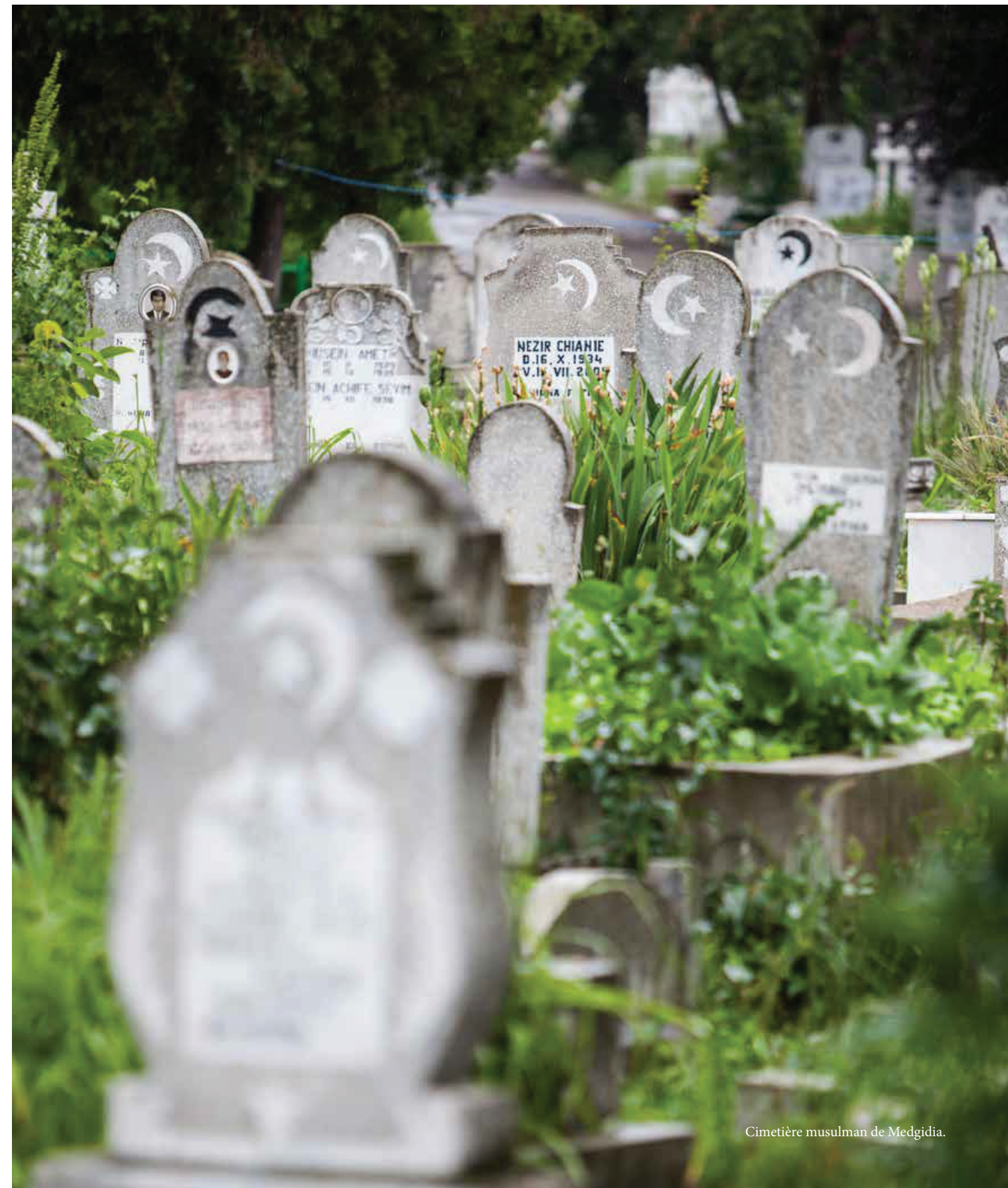


Le village de Fântâna Mare, dont la population est 100% turque.





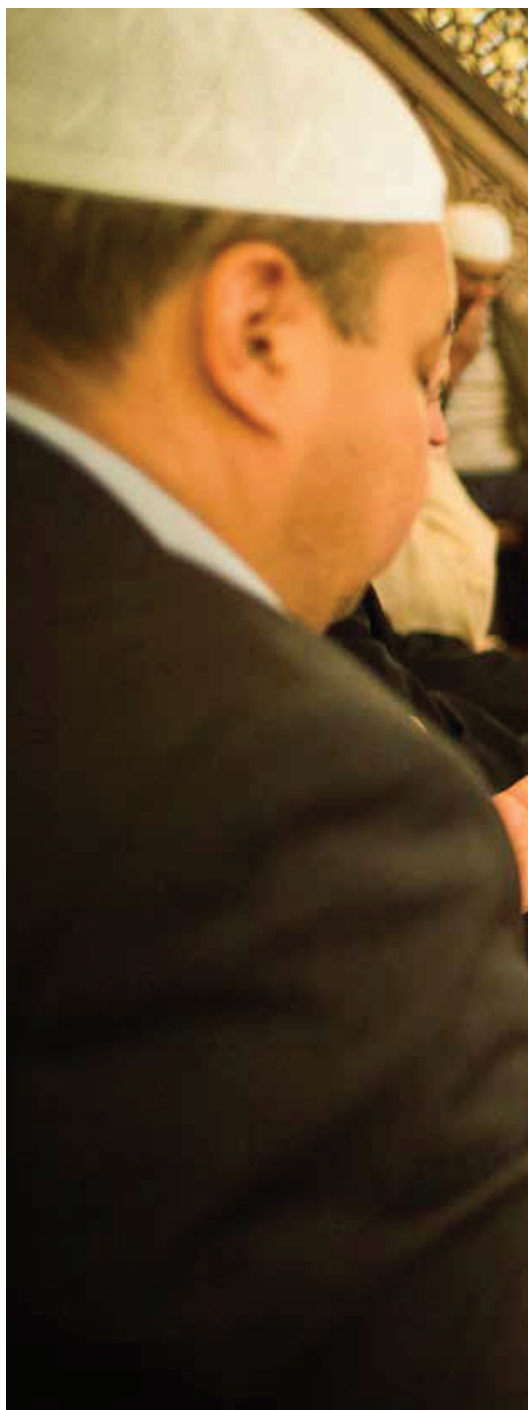
Après un enterrement, à Fântâna Mare.



Cimetière musulman de Medgidia.



La mosquée Esmahan Sultan de Mangalia, construite en 1575.



À l'intérieur de la mosquée Esmahan Sultan de Mangalia, durant la prière du vendredi.

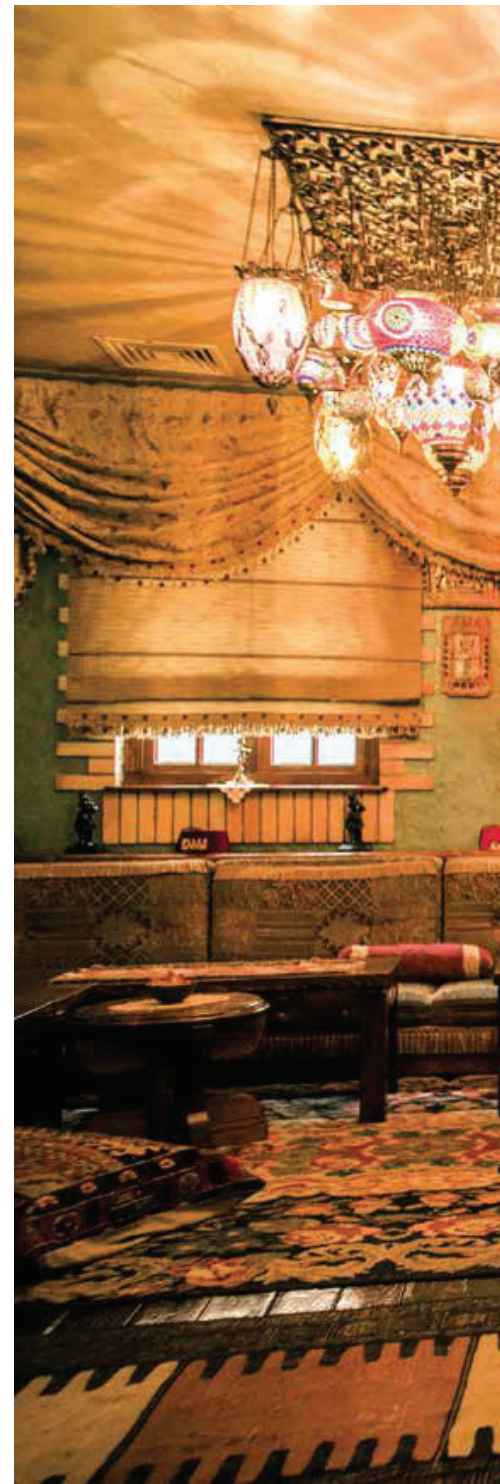




Chambre typique tatare aménagée au siège de l'Union démocratique des Tatars turco-musulmans de Roumanie (UDTTMR), Constanța.



Duagi Nail, président de l'UDTTMR Techirghiol.



Le restaurant Antik, à la station balnéaire Neptun.



Danse tatar traditionnelle, dans la commune de Techirghiol.



Abit Negiatin, 71 ans, joueur de Baglama, instrument traditionnel tatar, dans le village de Hagieni.



« L’espace francophone est à un tournant »

Propos recueillis par
Ana Maria Florea-Harrison (RFI Roumanie) et Laurent Couderc (*Regard*).
Photo : Cyril Bailleul / OIF

Fin mai, un peu avant de s’envoler vers Chişinău, la Secrétaire générale de la Francophonie, Michaëlle Jean, a accordé un entretien à RFI Roumanie et *Regard*. Sans langue de bois, elle nous a donné sa vision de ce que doit être l’espace francophone, notamment sa stratégie économique.



Nous sommes devenus plus pro-actifs. Par exemple, en Afrique subsaharienne francophone, en encourageant les incubateurs de petites entreprises où s’impliquent notamment les femmes et les jeunes, on se rend compte qu’il y a des liens à créer au sein de l’espace francophone. Je pense en particulier au secteur des nouvelles technologies de l’information, bouillonnant en Afrique, et déjà bien développé en Roumanie. Ou bien à celui des cosmétiques, des phytomédicaments et des nutraceutiques que nous soutenons en Afrique, des produits très demandés ici et ailleurs. Je voudrais aussi insister sur le fait que l’expertise de certains pays francophones dans la certification et les normes de qualité est cruciale afin que ces produits puissent être mis sur le marché.

Tout au long de votre carrière, votre souci a toujours été d’aider les démunis, et la Francophonie contient précisément ce message politique fort de soutien à « ceux qui ont peu ». Vous dites que l’avenir de la Francophonie passe par l’économie, mais quelle économie ?

Vous venez de rencontrer le président Klaus Iohannis. De quoi avez-vous parlé ?

Nous avons notamment discuté de l’organisation d’un forum économique en Roumanie en 2018 réunissant tous les acteurs de l’espace francophone. Le président Iohannis soutient l’initiative. Il faut encourager ce dynamisme déjà existant au sein de la Francophonie, concrétiser les synergies dans divers domaines. La stratégie économique est au cœur de notre feuille de route, de façon très pragmatique. L’espace francophone est à un tournant et je ne trouve que de l’enthousiasme, au-delà d’un simple état des lieux et d’avancées jusqu’à présent trop timides.

Une économie équitable, une économie dans une éthique du partage. Le prochain sommet de la Francophonie – qui se tiendra à Madagascar à l’automne, ndlr – s’est précisément donné pour thème la « croissance partagée et responsable ». Nous n’avons pas d’autres choix, nous sommes tous frappés par les mêmes défis, les mêmes turbulences, les solutions ne pourront donc passer que par le partage, par une croissance équitable et raisonnée. C’est une évidence.

Mais sans doute y a-t-il des personnalités politiques que vous devez encore convaincre de cette évidence...

Je crois qu’aujourd’hui tous les politiques ressentent cette urgence. Dans les pays où la majorité de la population a moins de 25 ans, les chefs d’État me disent qu’il est absolument nécessaire de créer des opportunités pour les jeunes. Sinon, le risque est énorme, et ils en sont tout à fait conscients.

L’un des domaines clés pour une croissance équitable est l’agriculture, plus précisément le développement durable dans l’agriculture. En Roumanie, plusieurs entrepreneurs agricoles, notamment étrangers, se sont regroupés au sein d’un collectif afin de promouvoir une certaine éthique dans ce secteur. Qu’en est-il en Afrique ?

Au Sénégal, par exemple, je suis allée en octobre dernier à la rencontre de collectivités qui œuvrent à la revitalisation de mangroves, de reforestation, d’exploitation de plantes à valeur ajoutée, comme le moringa. J’ai aussi discuté avec des femmes aidées par l’OIF via le programme francophone d’appui au développement local Profadel dans la transformation des céréales, la production de miel, etc. Il est formidable de voir qu’à la veille de la Cop21 – Conférence de Paris sur le climat, décembre 2015, ndlr – des populations avaient déjà trouvé des solutions durables et viables afin de repenser leurs activités de production, et ce dans une approche très collective. Ce que vous mentionnez sur la Roumanie, ce collectif d’agriculteurs, vaut la peine d’être mis en lien avec ce dont je vous parle au Sénégal, pour un nouveau modèle de développement économique, une autre façon de faire.

Il y a cette volonté de repenser les choses un peu partout qui ne demande qu’à être partagée. Cette notion de partage est essentielle. Le 10 mars dernier, l’Organisation internationale de la Francophonie a d’ailleurs lancé une plate-forme numérique dénommée Libres ensemble. Son but est de permettre aux jeunes ayant des projets innovants de créer du lien entre eux, d’échanger sur des situations de grande urgence, d’être solidaires. En créant cet espace virtuel, on ne s’attendait pas à autant d’enthousiasme, c’est très réjouissant. Les jeunes ne sont pas individualistes et apathiques, bien au contraire.

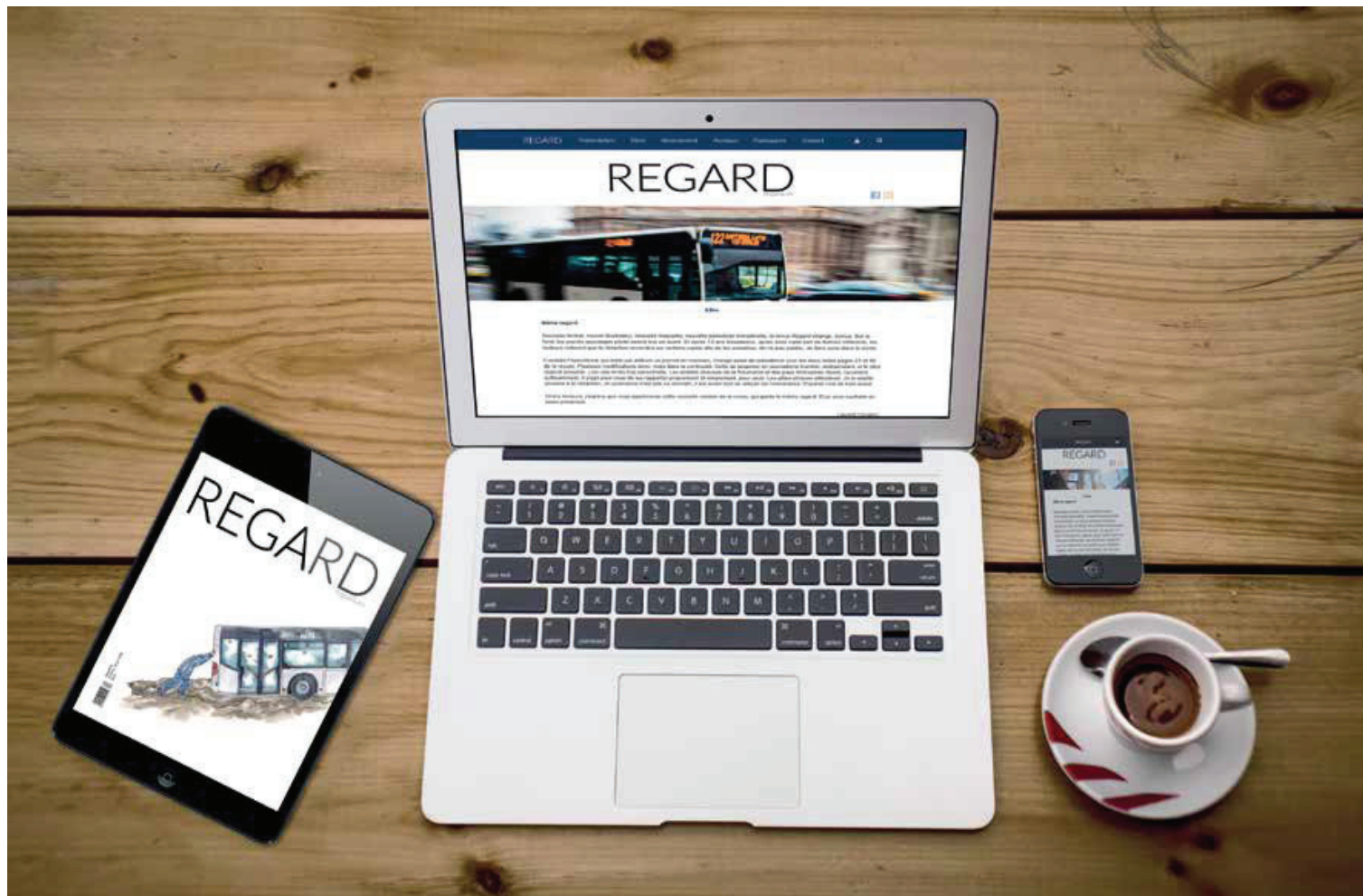
Comment votre organisation réagit-elle face aux récentes vagues d’attentats terroristes d’une part, et à la crise des réfugiés d’autre part ?

Il n’y a pas de panacée, mais une force de propositions existe. L’OIF a organisé du 6 au 8 juin à Paris une conférence consacrée à la lutte contre le terrorisme et la radicalisation en présence d’experts de l’espace francophone ainsi que hauts responsables, ministres de l’Intérieur, des Affaires étrangères, et de la Défense. Plusieurs chefs d’État ont

C’est à la source du problème qu’il faut agir au lieu d’investir des milliards d’euros dans des murs, de nouvelles frontières, des centres de détention, des opérations de rapatriement... Pourquoi ne pas plutôt investir davantage dans le développement ?

d’ailleurs mandaté l’OIF pour être un facilitateur, explorer des stratégies dans cette lutte contre le terrorisme. Comment anticiper, partager nos moyens de protection, nos expériences en matière de formation des forces de sécurité... D’autant qu’il y a aujourd’hui un déséquilibre au sein de l’espace francophone. Le plan Vigipirate en France, par exemple, coûte une fortune. Donc, tous les pays ne disposant pas de tels moyens, il faudrait davantage mettre en commun nos dispositifs et nos renseignements. Mais le plus crucial, c’est la prévention. D’ailleurs, la plate-forme Libres ensemble participe à cet effort de mobilisation des jeunes autour de valeurs à contre-courant des discours radicaux.

Quant à la crise des réfugiés, l’espace francophone est à la fois composé de pays de départs, d’arrivées et de transit. C’est à la source du problème qu’il faut agir au lieu d’investir des milliards d’euros dans des murs, de nouvelles frontières, des centres de détention, des opérations de rapatriement... Pourquoi ne pas plutôt investir davantage dans le développement ? Et je pense qu’il faudrait arrêter de distinguer les réfugiés de guerre des réfugiés économiques ou climatiques. Il s’agit de drames humains auxquels on se doit de répondre avec éthique et cœur. J’ai personnellement vécu l’obligation de fuir, de tout laisser derrière soi, de ne pas savoir ce qu’il va se passer, de repartir de rien. C’est tragique, mais la différence se fait dans la façon dont on vous accueille. D’autant que le réfugié n’arrive jamais les mains vides, il arrive avec une volonté de participer, de contribuer, un souci de redonner. Combien de pays européens ont bénéficié par le passé de cette énergie-là, de cette énergie immense de vouloir se reconstruire. En même temps, je préférerais évidemment que tous ces gens n’aient pas à quitter leur pays à cause de circonstances intenable. C’est pour cela qu’il faut investir dans le développement, l’éducation, la formation professionnelle. Mais je veux rester optimiste parce que c’est l’énergie qui m’a toujours animé, même dans la détresse.



Regard... partout

Le site www.regard.ro accueille de nombreux abonnés qui ont accès au dernier numéro de la revue Regard ainsi qu'aux archives.

Via notre site, vous pourrez également souscrire à la version papier (l'abonnement numérique sera alors gratuit).
Il suffit de vous connecter...

www.regard.ro

La chronique de DAN POPA

Pour une foi dans la loi

Si les signaux macroéconomiques de la Roumanie restent positifs, il y a cependant de quoi être un peu inquiet. La plupart des propositions de loi récentes ont été très populistes (sur les crédits bancaires, l'augmentation des retraites, des allocations familiales). Puis sont apparus les scandales dans la santé, l'éducation, la culture, avec un gouvernement de technocrates plutôt impuissant qui ne dispose pas de lois intelligentes pour une intervention efficace. Un gouvernement qui n'est décidément pas aidé par un Parlement d'affairistes, de corrompus. Dans les régions, la situation n'est pas meilleure : chantage et népotisme de la part de certains parlementaires restent des manœuvres courantes.

Ces parlementaires ne se rendent pas compte des conséquences économiques de leurs actes, obnubilés par leurs propres intérêts. Les leaders syndicalistes n'aident pas non plus ; les demandes incessantes d'augmentation de salaire ne prennent pas en compte la réalité, celle du budget de l'État qui a besoin d'être couvert, au risque de devoir emprunter de nouveau au Fonds monétaire international.

En Roumanie, la politique économique a perdu son adjectif, il ne reste plus que la politique. Certes, le gouvernement actuel s'efforce tant bien que mal de redresser la barre, ou plutôt de résorber certains déséquilibres. Deux domaines ont des besoins urgents : la santé et l'éducation – la part de la santé au sein du produit intérieur brut notamment reste environ moitié moins importante que dans le reste des pays de l'Union européenne. Début mai, le Premier ministre Dacian Cioloș s'est engagé à remédier aux carences de ces deux secteurs clés pour le développement du pays. Plus fondamentaux que des revendications ne tenant pas compte des capacités réelles de l'État, ni de la logique économique.

Cet automne, lors des élections législatives, les Roumains seraient bien avisés de prendre en compte trois choses avant d'élire leurs représentants. Premièrement, le Parlement fait la loi, alors il vaudrait mieux y envoyer des personnalités conscientes des problèmes du pays plutôt que des gens « célèbres » qui n'y comprennent pas grand-chose. Deuxièmement, un mécanisme de contrôle des activités des parlementaires s'impose, voire d'annulation de certaines lois le cas échéant. Problème : seul le Parlement lui-même est en mesure de mettre en place un tel mécanisme. Enfin, le Parlement est le troisième pilier du pays après le Président et le Gouvernement. Il serait peut-être souhaitable de savoir quelles sont ses priorités. Or, nous n'en savons jamais rien.



Photo : Andreea Alexandru / Mediafax



20 ans d'expérience en Roumanie

Notre cabinet, implanté en Roumanie depuis 1994, propose aux investisseurs internationaux et aux entreprises roumaines des services d'accompagnement dans leurs décisions stratégiques ainsi que dans celles de gestion courante. Nos collaborateurs ont une très bonne connaissance de l'environnement comptable, fiscal et législatif roumain, mais aussi des normes internationales en matière. La taille de notre cabinet nous permet d'être des professionnels de niveau européen, tout en étant proches des besoins spécifiques de chaque client. Après 20 ans d'expérience, nous fournissons à nos clients une signature indépendante, reconnue et appréciée en Roumanie.

Nos services:

- *Audit/Commissariat aux comptes*: identifier les risques, comprendre la stratégie du client
- *Conseil fiscal*: comprendre et mettre en place des solutions fiables
- *Expertise comptable*: permettre aux gérants d'entreprise d'optimiser leurs décisions de gestion courante de l'entreprise
- *Gestion de la paye*

Contact:

Irina Bolomey - Partenaire
Radu Serban - Partenaire
JW Marriott Grand Offices
Calea 13 Septembrie 90, Tronçon 1, étage 6
Secteur 5, Bucarest – 050726
Tel: (40) 21 403 37 00
Fax: (40) 21 403 37 01
E-mail: office@fidex.ro; www.fidex.ro

Une palette qui s'étend

Mihaela Rodina

Sorin, 46 ans, travaille pour une maison d'édition mais sa passion est le bricolage. Quasiment tous les mois, il se rend dans l'une des grandes surfaces de DIY (Do it yourself) de Bucarest pour s'acheter des outils ou des matériaux de construction qui l'aideront à rendre son petit appartement de deux pièces plus chaleureux. Lucian, qui a fait des études de médecine et de droit, a plusieurs fois changé de travail avant de se convertir dans le bâtiment. Si pendant la semaine il enchaîne les projets pour ses clients, il profite des week-ends pour rénover la maison héritée de ses grands-parents située à quelques kilomètres de la capitale.



Capture d'écran du site www.bricoretail.ro, le 21 mai.

Pour les fabricants et les distributeurs, l'appétit pour la rénovation de gens comme Sorin et Lucian est une vraie manne : « Les Roumains aiment leur maison, et même si le pouvoir d'achat pour réaliser leur rêve n'est pas très élevé, ils y mettront de la couleur, de la matière », affirme Frédéric Lamy, patron de Leroy Merlin Roumanie. Selon la société d'étude de marché GfK, la rénovation de la maison figure en tête des priorités pour les Roumains qui demandent un prêt rapide.

Le secteur du bricolage est l'un des plus dynamiques du pays. Estimé à deux milliards d'euros, voire trois si l'on ajoute le « business to business », ce domaine a connu ces dernières années une forte progression et un bouillonnement sans précédent. Le troisième plus grand distributeur mondial,

La Roumanie détient le record du nombre de propriétaires immobiliers (soit 95% de la population) au sein de l'Union européenne, mais aussi celui des appartements les plus étroits, avec une moyenne de 40 mètres carrés, loin des 90 m² qui sont la règle dans le reste de l'UE. Résultat : les Roumains sont amenés à exercer leurs talents de bricoleurs pour améliorer leur quotidien.

Kingfisher, s'est ainsi implanté en Roumanie en 2013 suite au rachat de la chaîne française Bricostore. Un an plus tard, les magasins du réseau allemand Praktiker ont été repris par le groupe Search Chemicals, détenu par l'homme d'affaires turc Ömer Süslü, tandis que le Français Leroy Merlin (groupe Adeo) a racheté les points de vente de l'Autrichien bauMax.

D'après la compagnie polonaise de recherche sur la distribution PMR, les sept plus grands distributeurs de DIY présents en Roumanie représentent environ 45% du marché ; le reste est contrôlé par de petites compagnies locales. Toutes les enseignes sont à l'affût de nouvelles opportunités de développement car les besoins du pays sont énormes, remarquent les experts. « Nous prévoyons une concentration du marché, qui va aboutir à une baisse du nombre d'acteurs. Les compagnies étrangères seront en première ligne », estime le site spécialisé BricoRetail.

« Nous avons visité les maisons et les appartements des Roumains et fait une analyse très détaillée, pièce par pièce.

Aujourd'hui cependant, le secteur est dominé par les Roumains : deux compagnies à capitaux entièrement autochtones – Dedeman et Arabesque. Fondé en 1992 par deux frères de Suceava, Adrian et Dragoș Pavăl, Dedeman est le leader incontestable, avec un chiffre d'affaires de 767 millions d'euros en 2014, en hausse de 26% par rapport à l'année précédente. « Jadis inconcevable, un chiffre d'affaires d'un milliard d'euros semble désormais à notre portée », indique Dragoș Pavăl. Avec son frère, il figure même dans le classement Forbes avec des avoirs estimés à 420 millions d'euros. La chaîne, qui compte 42 magasins en Roumanie et se prépare à s'implanter en République de Moldavie, propose 45 000 produits, soit l'offre la plus variée dans le secteur.

Son concurrent, Arabesque, détient 34 magasins et entrepôts en Roumanie, Ukraine, Bulgarie et République de Moldavie. La compagnie, créée en 1994 à Galați et positionnée davantage sur le « business to business », a dégalé en 2015 un chiffre d'affaires de 340 millions d'euros et des bénéfices de 10 millions d'euros. « Après un relatif gel du

secteur ces dernières années, nous constatons une relance des investissements, sur fond de hausse de la confiance dans l'économie et de reprise du crédit. Cela conforte nos prévisions de progression d'Arabesque et du secteur du bâtiment dans son ensemble », souligne Cezar Ropotan, son actionnaire majoritaire. Selon lui, l'économie roumaine dans son ensemble a remis ses moteurs en marche, entraînant une hausse de la demande de matériaux de construction et de rénovation.

« Il y a beaucoup de choses à faire ici, c'est ça qui rend la tâche passionnante. On est dans un pays jeune qui a encore plein de potentiel dans le domaine de la construction », estime Frédéric Lamy. Pour Leroy Merlin, l'aventure roumaine a commencé en 2009. « Pendant les deux premières années, nous nous sommes concentrés sur la connaissance des clients, nous avons visité les maisons et les appartements des Roumains et fait une analyse très détaillée, pièce par pièce », indique-t-il. Cela a permis à la compagnie de comprendre le marché et de construire un concept commercial adapté.

Le premier magasin, ouvert à Bucarest en 2011, a enregistré l'année dernière un chiffre d'affaires de 40 millions d'euros. « C'est une sacrée performance quand on est un jeune acteur. Il y a beaucoup de pays où le premier magasin ne fait pas autant », se félicite M. Lamy. La constellation Leroy Merlin s'est enrichie de deux autres magasins construits à partir de zéro et quinze rachetés auprès de bauMax (dont trois ont été fermés par la suite car non rentables). « On partait d'une base très faible, notre engagement était de doubler le chiffre

d'affaires, on l'a fait et aujourd'hui on est en train de le tripler », ajoute-t-il, précisant que Leroy Merlin détient une part de 10 à 12% du marché.

Après cinq années consécutives de pertes, une autre enseigne, Praktiker, a engrangé en 2014 des bénéfices d'un montant de 20 millions d'euros, pour un chiffre d'affaires de 130 millions. La chaîne, qui compte aujourd'hui 28 unités, espère en achever 45 l'année prochaine. Pionnier sur le marché roumain, où il s'est implanté il y a quatorze ans, Praktiker bénéficie de la plus grande notoriété dans le secteur, selon BricoRetail.

Les autres acteurs présents sur le marché roumain sont Brico Dépôt – l'enseigne sous laquelle opère Kingfisher –, qui a racheté les 15 unités de Bricostore, Hornbach (6 magasins) et Mr Bricolage (2 magasins).

À noter enfin que le comportement d'achat des Roumains serait en train de changer, se rapprochant petit à petit de celui des Européens de l'Ouest, bien que les produits « techniques » destinés à la construction, la rénovation, la plomberie ou l'électricité dominent toujours le marché local. Pour M. Lamy, « on commence doucement à voir une émergence des produits décoratifs ». Et de conclure : « Si on habite dans un immeuble, on aura toujours sur son balcon une petite plante ; à la campagne, on cultive son lopin de terre. Sur ce rayon-là, il n'y a pas de limites, on peut aller très loin dans l'accompagnement des rêves des clients. »



Le système centralisé de chauffage urbain

Continuité. Confort. Sécurité.
Economies de coûts et d'énergie.
Protection de l'environnement



VEOLIA ENERGIE IASI
Calea Chișinăului 25
0 800 800 123
iasi@veolia.com; www.facebook.com/veoliaenergieiasi





*Roxana Rugină
(29 ans)
est de cette nouvelle
génération de Roumains
qui fait avancer le pays.
À Cluj, cette « geek »
formée en France
milite pour la création,
la collaboration
et le partage.*

« Notre objectif est de faire du consommateur un co-créateur »

Propos recueillis par Marianne Rigaux.
Photo : Nicolas Friess

Regard : En 2014, vous avez créé Simplon Romania, une école solidaire pour apprendre le code informatique. Un an après, vous avez ouvert Cluj Makers. En quoi consiste ce projet ?

Roxana Rugină : Cluj Makers est un espace de co-création de 200 m² où chacun peut venir avec des idées à réaliser en collaboration. Il y a 25 membres actifs au quotidien et 500 membres dans la communauté, spécialisés dans le design, la photo, les logiciels... Nous avons sept ateliers avec des outils pour réparer, transformer, créer des choses. Chacun peut venir avec un projet et le concrétiser avec l'aide des autres. Notre objectif est de faire du consommateur un co-créateur du produit qu'il utilise.

L'espace est financé par les cotisations des membres, de 50 à 450 lei par mois. Cela paye le loyer et les équipements. Nous essayons aussi de répondre aux appels à projet du ministère de la Culture et de la mairie de Cluj pour obtenir des financements. D'ici peu, nous aimerions trouver un lieu plus grand afin d'accueillir des ateliers de formation et des créateurs qui ont besoin d'un espace de travail.

La Roumanie commence à s'intéresser aux industries créatives. De quoi parle-t-on exactement ?

Il s'agit d'innovation et de créativité. Des activités qui ne créent pas de richesses dans l'immédiat, mais qui présentent un grand potentiel à terme.

Cela regroupe l'économie de l'immatériel, les industries culturelles, les technologies de l'information. En 2011, j'ai fait un Master à Paris sur les industries créatives. La France s'intéresse à ce domaine depuis 2002. En Roumanie, c'est encore nouveau.

Les industries créatives contribuent au PIB d'un pays, mais il faut investir à long terme. Ici, on manque d'une stratégie nationale pour soutenir les entrepreneurs créatifs. Nous faisons beaucoup de sous-traitance, qui apporte un profit immédiat, et nous avons pris du retard dans la création. Comme le pays ne finance pas la recherche et développement, il est difficile de créer des produits nous-mêmes.

Y a-t-il néanmoins des signes d'évolution positive ?

Nous avons des pionniers de la co-création, comme la Fabrica de Pensule à Cluj, Nod makerspace à Bucarest, ou asociația Oricum qui font avancer les choses. Depuis mon installation à Cluj en 2014, j'ai vu des initiatives se lancer, mais je ne les ai pas encore vues avancer. Les résultats concrets vont bientôt arriver. À la demande du ministère de l'Économie, j'ai rejoint un groupe d'acteurs dans le domaine des industries créatives. On nous demande notre avis sur les politiques à mettre en place pour financer la création. Nous suggérons, par exemple, de réduire les taxes sur les industries créatives, et de mettre en place une plate-forme de collaboration pour faciliter la vie des créateurs et entrepreneurs.

Pour nous, ce sont les supporters qui font le match

EURO2016 FRANCE

orange

Partenaire Officiel UEFA EURO 2016™

#OrangeSponsorsYou

« On doit se rappeler que l’histoire est tragique »

Propos recueillis par Laurent Couderc.
Photo : D.R.

Où va l’Europe ? Comment remédier à ces maux économiques, politiques qui aujourd’hui menacent fortement le projet européen ? Pour trouver des éléments de réponse à ces questions pressantes, *Regard* s’est entretenu mi-mai avec Thierry de Montbrial, président-fondateur de l’Institut français des relations internationales (IFRI), et membre d’honneur de l’Académie roumaine.



Regard : La Roumanie a récemment inauguré un bouclier antimissile financé par les États-Unis à hauteur de 800 millions de dollars, et le même type d’infrastructure a démarré en Pologne. La désapprobation de ce bouclier de la part de Moscou est-elle quelque part légitime ?

Thierry de Montbrial : Je n’emploierais pas le mot de légitimité, je ne pense pas que cela soit le terme le plus exact. Ceci dit, y a-t-il aujourd’hui une menace de la Russie post-soviétique contre l’Europe et en particulier contre la Roumanie qui justifie des investissements de cette ampleur ? Personnellement, j’ai quelques doutes. L’URSS était déjà un colosse aux pieds d’argile, et on s’est aperçu après la chute de l’Union soviétique que sa puissance militaire était considérablement inférieure à ce que l’on croyait. La Russie d’aujourd’hui est certes un immense pays en termes géographiques, avec une grande histoire et une vraie politique étrangère, mais je ne pense pas qu’il y ait une menace majeure de la Russie

sur l’Europe. Les menaces principales ne viennent pas de l’est du continent. Des investissements de cette nature et de cette ampleur me paraissent contreproductifs sur le plan stratégique. Si l’on essaie de se mettre à la place des Russes, ce qui ne veut pas dire qu’on les approuve, on peut comprendre qu’ils perçoivent la posture de l’OTAN comme agressive.

Les chiffres de croissance des pays d’Europe de l’Est surpassent nettement ceux des pays de l’Ouest de l’Europe. La Roumanie a, par exemple, connu un taux de croissance de près de 4% en 2015. Il s’agit de pays toujours en développement, proposant des opportunités d’affaires désormais rares à l’Ouest. Le potentiel de relance économique de l’UE n’est-il pas en partie ou en grande partie à l’Est, au-delà des délocalisations ?

Tout d’abord, quand ils’agit de l’Europe, je ne suis pas sûr que l’on puisse raisonner sur le rapport Est-Ouest. Je veux dire par là que la différence entre un pays comme la République tchèque, par exemple, et la Roumanie est significative. Bien que les pays de l’Est aient tous été sous l’emprise soviétique, ce sont désormais des pays bien différenciés. Concernant la Roumanie, je partage votre opinion. Je la connais un peu, j’y viens deux à trois fois par an depuis vingt-cinq ans. Je suis d’ailleurs membre de l’Académie roumaine, où j’ai participé au début du mois d’avril au 150ème anniversaire. C’est un pays pour lequel je ressens un véritable attachement. Et je crois que les Européens, les Français en particulier, devraient s’y intéresser beaucoup plus. La France devrait être plus active en Roumanie, au-delà des nombreux grands groupes français qui y sont implantés depuis des années. L’Europe du Sud-est dans son ensemble devrait effectivement être davantage prise en compte dans les politiques européennes.

Il y a un pays voisin à cette Europe du Sud-est dont le poids économique et politique est crucial pour la stabilité de toute la région, c’est la Turquie. Que va-t-il se passer en Turquie et avec la Turquie ?

La Turquie est en train de vivre une nouvelle expérience historique d’ampleur comparable à celle de Mustafa Kemal Atatürk, après la Première Guerre mondiale. D’ailleurs, pour comprendre l’Europe du Sud-est au sens large, il

Permettre au plus grand nombre d’accéder à l’énergie

Le gaz sera l’énergie du XXIe siècle. Sa demande devrait progresser de 2,5% par an dans les 10 ans à venir et il occupera la deuxième place du mix énergétique en 2030.

Total, déjà l’un des premiers producteurs mondiaux de gaz naturel liquéfié (GNL), consolide ses positions via une politique de partenariats stratégiques.

www.total.com

faut remonter à cette époque, et se rappeler qu’après le premier conflit mondial, la Turquie a failli disparaître complètement de la carte. C’est le général Mustafa Kemal qui a réussi à sauver l’honneur et l’existence de la Turquie, en adoptant le principe occidental, je dirais même le principe français de laïcité, difficilement compréhensibles en dehors de la France... et de la Belgique. Jusqu’à l’avènement de l’AKP, le parti actuellement au pouvoir, le développement du pays a été porté par cette conception occidentale de laïcité, avec aussi l’intention d’adhérer un jour à l’Union européenne. On oublie souvent que la candidature de la Turquie à l’Union européenne a été reconnue comme légitime par les membres de ce qui était alors la Communauté européenne avec le traité d’Ankara de 1963. Mais les choses ont bien changé depuis l’ouverture des négociations d’adhésion en 2004. Les relations avec la Russie se sont considérablement tendues, il y a eu la crise économique de 2008-2009, la crise de l’euro en 2010, le très mal nommé Printemps arabe en 2011, la guerre en Syrie. Tout le contexte s’est modifié. Pendant ce temps, le gouvernement Erdogan durcissait ses positions en s’affirmant de plus en plus comme musulman, et en prenant donc ses distances vis-à-vis du modèle d’Atatürk. De sorte qu’aujourd’hui, on se retrouve dans une situation complètement différente, avec un retour aux origines de la Turquie emprunt de nationalisme et de populisme, et un éloignement de fait de l’Union européenne. La situation est devenue très complexe car la coopération entre l’UE et Ankara est nécessaire notamment afin de résoudre la problématique des réfugiés.

Vous avez souvent dit qu’il fallait penser à réparer plutôt qu’à toujours critiquer une Union européenne qui a permis la paix pendant plus de soixante ans sur le continent. Quel est votre scénario, vos prévisions pour

cette Union sur les dix prochaines années ?

Dix ans, c’est très court historiquement et c’est très long politiquement. Comme disait Harold Wilson, ancien Premier ministre britannique, « a week is a long term in politics ». Mais parler de dix ans fait sens concernant l’Union européenne, qui est aujourd’hui menacée dans son existence. Tout d’abord, je dirais que nous avons élargi trop vite.

Réparer, cela veut dire quoi ? Cela veut dire, par exemple, réparer le système de l’euro, le réviser à froid, voir si certains pays sont prêts à assumer les conséquences de leur choix.

Même concernant la Roumanie et la Bulgarie ?

Bien sûr, et je n’hésite pas à le dire malgré toute l’affection que j’ai pour la Roumanie. Je pense que nous avons été en marche forcée. Ceci étant, dans le contexte de l’époque, il fallait choisir entre deux maux : ou bien on élargissait vite sans être trop regardant sur les conditions, ou bien on laissait plusieurs pays de l’Est face à un avenir incertain. Et l’on voit aujourd’hui qu’avec la montée des populismes, la première option d’élargir l’Union a toutefois été la meilleure. Nous n’avions pas prévu l’effondrement de l’Union soviétique, il a fallu s’ajuster. Après, il y a eu trop d’optimisme, notamment avec l’euro, ce qui ne concerne pas la Roumanie mais par exemple un pays comme la Grèce. Et avec Schengen, on a ensuite pris des risques énormes, nous n’étions absolument pas préparés à gérer une frontière extérieure commune, le système Frontex est faible. On a été pris complètement de court et en manque de préparation avec l’afflux

des réfugiés. Face à une telle situation, ou bien on désespère de l’Union européenne et en quelques années tout s’effondre, le risque est réel, ce serait le plus dramatique. Ou alors, on répare.

Réparer, cela veut dire quoi ? Cela veut dire, par exemple, réparer le système de l’euro, le réviser à froid, voir si certains pays sont prêts à assumer les conséquences de leur choix. Même chose pour le système Schengen. Sans abandonner l’idéal de la libre circulation au sein de l’UE, il faut des ajustements, sans jeter le bébé avec l’eau du bain. Surtout, il faudrait arrêter de parler négativement de l’Europe, parce qu’à force de tenir des discours contre Bruxelles, on contribue à développer des sentiments hostiles dans les populations et on nourrit le populisme. Si la construction européenne venait à s’écrouler, dans vingt ou trente ans il pourrait y avoir un retour de guerres en Europe, d’un type de catastrophes que l’on croyait bannies. Avant la crise de 2008-2009, le grand économiste américain et prix Nobel Lucas avait déclaré que les économistes avaient acquis un savoir suffisant pour rendre impossible le retour à de grandes crises comme celle des années 30. Il se trompait. On doit se rappeler que l’histoire est tragique. Pour éviter le retour des grands drames, il faut savoir qu’ils peuvent se produire. C’est pour cela que l’on doit sauver l’Europe en corrigeant les erreurs commises.

Par quels moyens, avec quels outils ?

D’abord, par la lucidité. La première chose, c’est le diagnostic. Sans bon diagnostic, il n’y a pas de bonne thérapie. Déjà, il y a certains maux dans beaucoup de pays européens bien identifiés auxquels il faut remédier, par exemple la corruption. Une bonne gouvernance dans un pays ou au sein d’un espace plus vaste passe par la lutte contre la corruption. En Europe du Sud-est, je pense à la République

de Moldavie, qui n’est certes pas membre de l’Union européenne, mais où un milliard de dollars a disparu des banques moldaves sans que l’on sache où cette somme est passée. Il s’agit d’un cas extrême, mais aucune gouvernance n’est possible avec des situations de ce genre qui sont totalement intolérables. Il faut donc commencer par faire un diagnostic et ne pas hésiter à nommer les problèmes. Concernant les réfugiés, il ne s’agit pas d’être radical, ce n’est pas tout ou rien, on peut réfléchir à des solutions intermédiaires. À la fin de l’année 2016, on s’apercevra que l’Allemagne a probablement accueilli environ un million de réfugiés. C’est phénoménal, mais je ne crois pas me tromper en disant que la population allemande, aussi tolérante soit-elle, n’acceptera pas un deuxième million. Ou bien ce seront les partis populistes qui l’emporteront.

La première chose à faire est donc de sortir des discussions passionnelles qui ne mènent à rien, et d’essayer de faire d’abord un bon diagnostic. Je pense par ailleurs que les personnalités publiques, pas seulement politiques, devraient elles aussi s’impliquer davantage. Personnellement, je n’exerce aucune responsabilité politique, mais à chaque fois que je m’exprime publiquement, je me sens investi d’une certaine responsabilité. Et mon opinion est que le maintien, la consolidation de l’Union européenne est notre bien le plus précieux. Je dirais que c’est le seul grand acquis objectif de l’Europe dans la seconde moitié du 20ème siècle. Face à des situations extrêmement difficiles, il y a toujours un prix à payer, parfois il faut amputer un membre, procéder à des opérations désagréables. Certaines maladies ne pas-sent pas toutes seules.

La Bulgarie et la Roumanie ne subissent pas aujourd’hui de pressions populistes, comment l’expliquez-vous ?

C’est une bonne remarque que je me suis faite moi-même. Paradoxalement, peut-être est-ce dû au fait que tout en étant membres de l’Union européenne, ces deux pays sont un peu marginaux. C’est une conséquence relativement positive de ce que je disais au début de cet entretien, à savoir que l’on ne s’occupe pas suffisamment d’eux, au-delà des transferts économiques consentis par Bruxelles qui ont été considérables. Quand je viens en Roumanie, quelque part je n’ai pas la sensation d’être dans l’Union européenne, c’est un sentiment un peu étrange, comme si le pays avait un pied dedans et un pied dehors.



Les investisseurs français ont été parmi les premiers à avoir fait confiance à la Roumanie. Aujourd’hui, plus de 3500 entreprises à capitaux français sont actives dans le pays dans divers secteurs.

Etes-vous prêt à rejoindre l’une des plus dynamiques communautés d’affaires ?

La CCIFER anime un ensemble de 500 sociétés membres autour de valeurs communes et d’intérêts convergents.

Tel : +40 (0) 21 317 12 84, ccifer@ccifero.ro
www.ccifer.ro



Au cœur de la Moldavanka, quartier historique d'Odessa

Texte et photos : Marine Leduc,
envoyée spéciale à Odessa.

Le plus grand port d'Ukraine regorge de surprises, et c'est dans la Moldavanka que l'on effleure l'âme de la ville. Immortalisé dans les *Contes d'Odessa* d'Isaac Babel, ce quartier cosmopolite abritait les grands gangsters du début du 20ème siècle ainsi qu'une communauté juive, décimée lors de la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui, la Moldavanka paraît délaissée, mais les personnages exubérants et les lieux décrits par Babel n'ont pas disparu. Il suffit de se faufiler dans l'une des nombreuses cours ou entre les étals du marché aux puces pour les rencontrer.

Portrait d'Engels au marché aux puces de Starokonny. Le weekend, les Odessites s'installent sur les larges trottoirs de la Moldavanka et vendent toutes sortes d'objets : des vêtements, des samovars, de vieilles armes à feu ou des reliques de l'ex-URSS.

Starokonny est connu pour son marché d'oiseaux et d'animaux de compagnie, établi depuis plus d'un siècle. Ici, des chiens patientent dans la voiture de leur vendeur, dans l'attente d'un nouveau maître.



« Le dimanche, Yezvel s'en va au marché des oiseaux et vend des pigeons aux fonctionnaires venus de la ville et aux gamins du voisinage. » Lioubka le Cosaque, Contes d'Odessa.



Ivan, enfant de la Moldavanka, dans son atelier. Il répare toute sorte d'objets et étudie la physique à l'université. Roumanophone, il a vécu trois ans en Roumanie au début des années 1990 : « Je vendais des boissons et tout un tas d'objets à Piața Unirii, à Bucarest, mais la police est arrivée et m'a demandé de partir. »

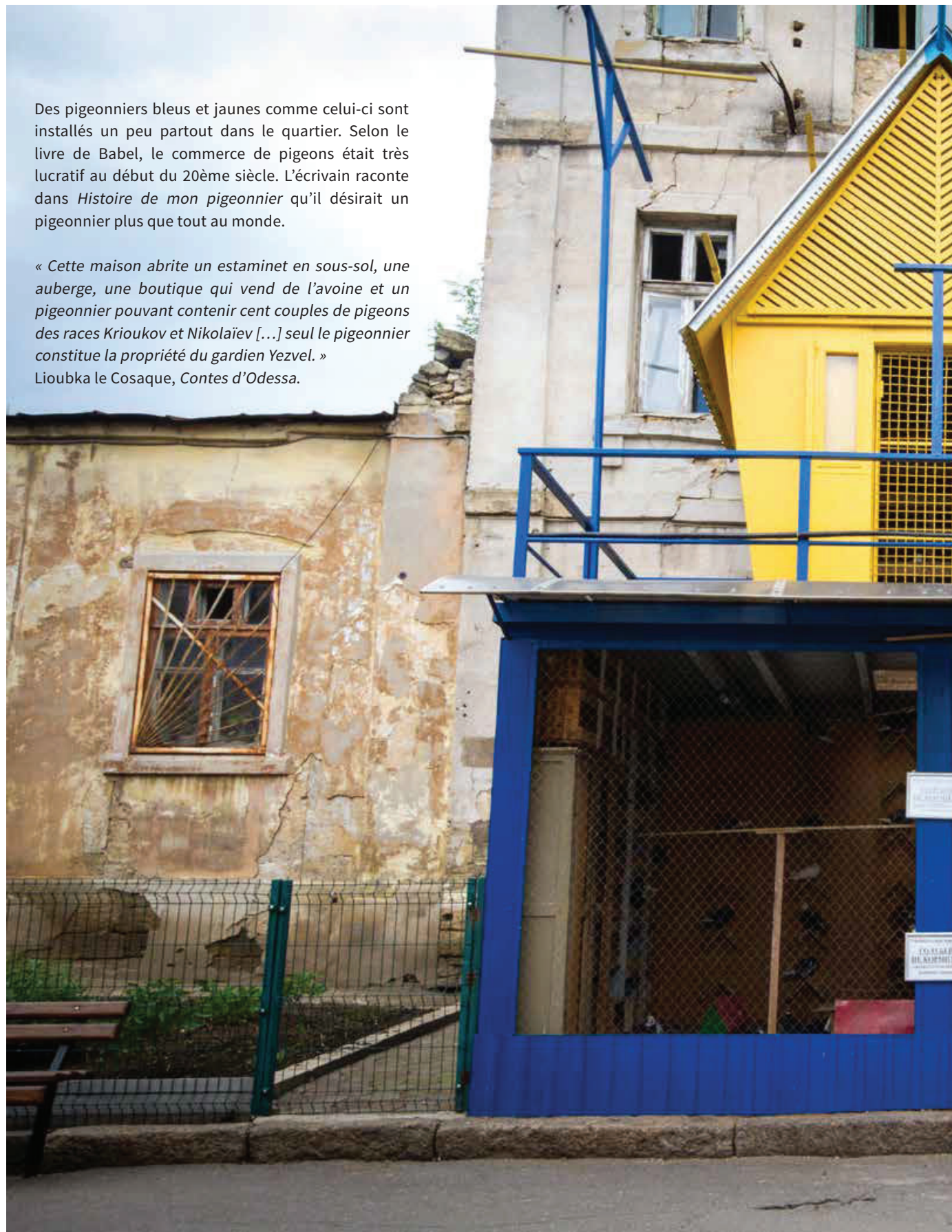


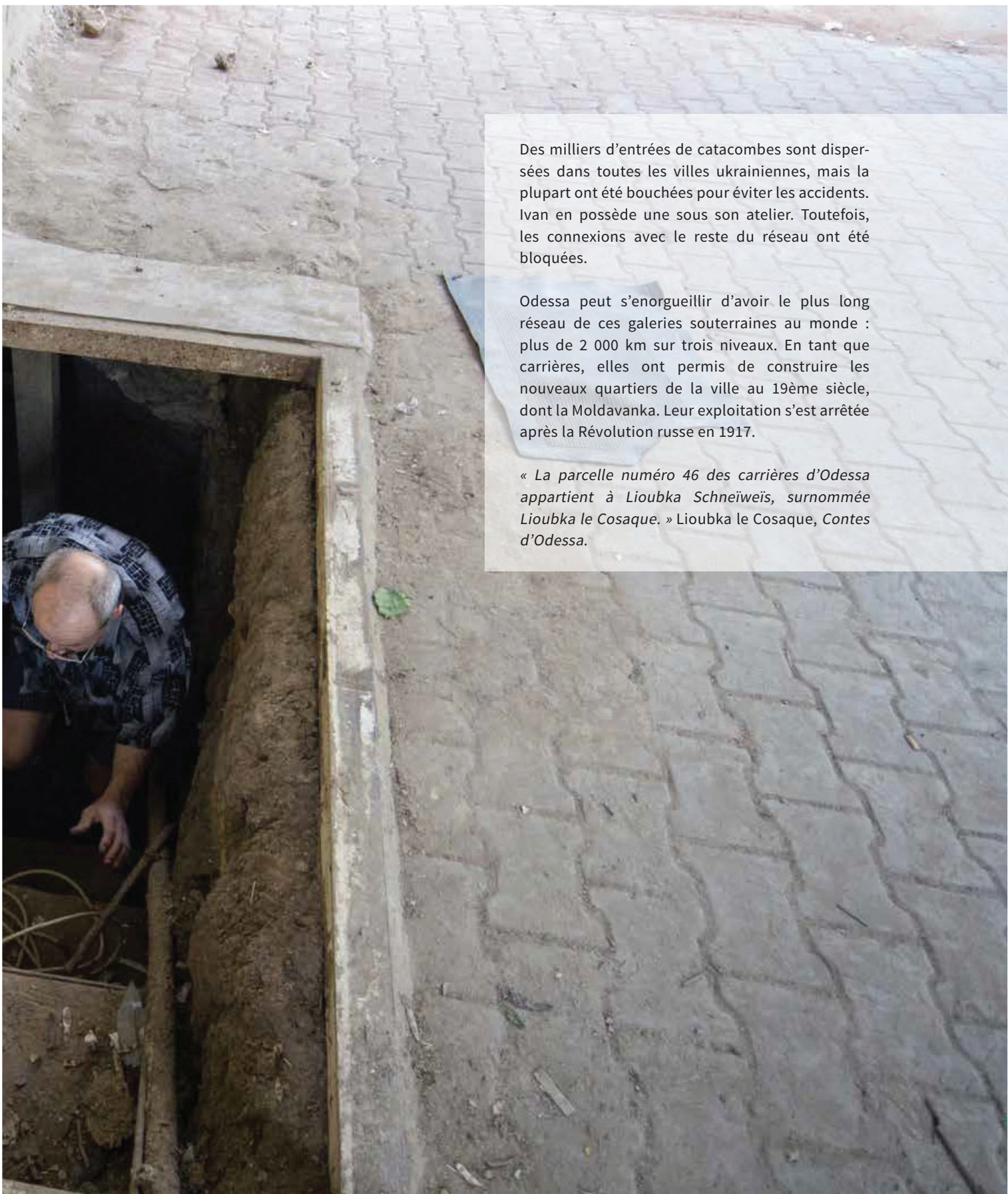


Ludmila et Sergueï
célèbrent l'anniversaire
de celle-ci à Moldavanka.
Pour eux, Moldavanka
était le « quartier des
gangsters ».

Des pigeonniers bleus et jaunes comme celui-ci sont installés un peu partout dans le quartier. Selon le livre de Babel, le commerce de pigeons était très lucratif au début du 20ème siècle. L'écrivain raconte dans *Histoire de mon pigeonnier* qu'il désirait un pigeonnier plus que tout au monde.

« Cette maison abrite un estaminet en sous-sol, une auberge, une boutique qui vend de l'avoine et un pigeonnier pouvant contenir cent couples de pigeons des races Krioukov et Nikolaïev [...] seul le pigeonnier constitue la propriété du gardien Yezvel. »
Lioubka le Cosaque, *Contes d'Odessa*.





Des milliers d'entrées de catacombes sont dispersées dans toutes les villes ukrainiennes, mais la plupart ont été bouchées pour éviter les accidents. Ivan en possède une sous son atelier. Toutefois, les connexions avec le reste du réseau ont été bloquées.

Odessa peut s'enorgueillir d'avoir le plus long réseau de ces galeries souterraines au monde : plus de 2 000 km sur trois niveaux. En tant que carrières, elles ont permis de construire les nouveaux quartiers de la ville au 19ème siècle, dont la Moldavanka. Leur exploitation s'est arrêtée après la Révolution russe en 1917.

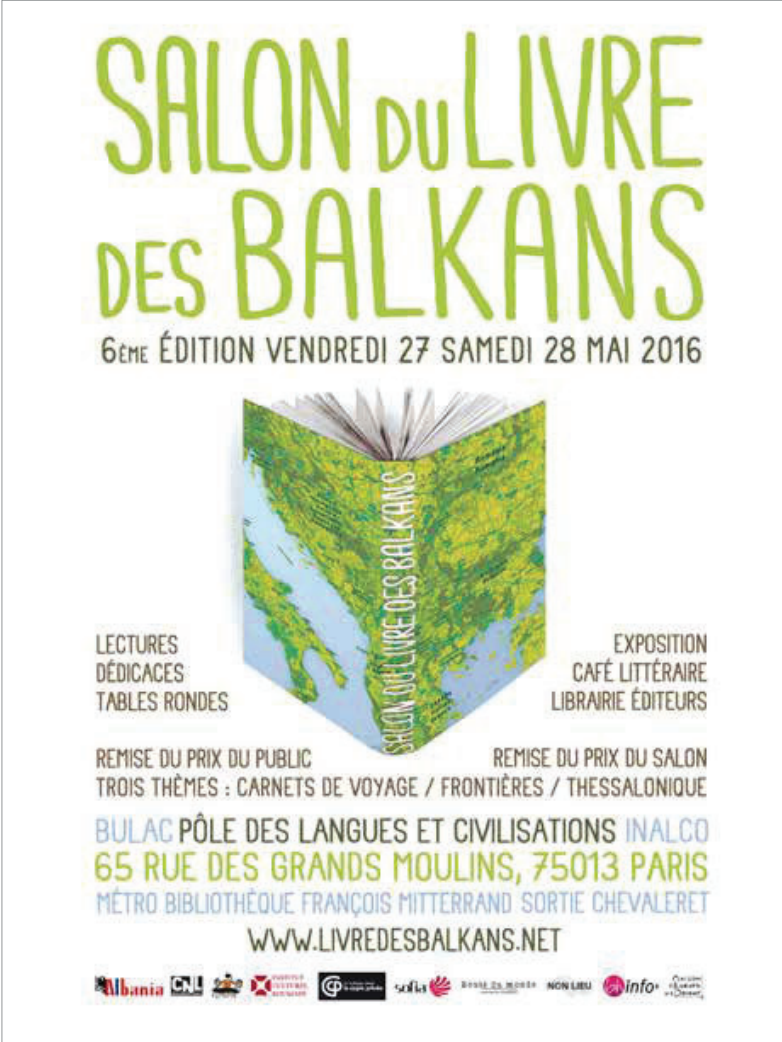
« La parcelle numéro 46 des carrières d'Odessa appartient à Lioubka Schneiweis, surnommée Lioubka le Cosaque. » Lioubka le Cosaque, Contes d'Odessa.



Le conflit à l'est n'épargne pas Odessa

Aux premiers abords, Odessa est une ville agréable et calme, éloignée du conflit qui divise le pays. Néanmoins, on se rend vite compte qu'il alimente les conversations et que des tensions affectent les Odessites. Dans le quartier de Moldavanka aussi, de nouveaux arrivants fuient les villes touchées par les combats. D'autres viennent de Crimée, région annexée par la Russie en mars 2014.

Odessa a également été frappée par des violences meurtrières : le 2 mai 2014, des affrontements entre pro-russes et nationalistes ukrainiens ainsi qu'un incendie criminel à la Maison des Syndicats ont provoqué la mort de 48 personnes, la plupart des militants pro-russes. Deux ans plus tard, l'enquête judiciaire reste floue et les responsables de ces crimes n'ont toujours pas été traduits en justice.



Sélection de « lectures balkaniques » recommandées par Pascal Hamon :

Albanie : *La dernière page* de Gazmend Kapllani, chez Intervalles (2015).
Bulgarie : *Un jour près de Sofia* de Emma Vakarelova, chez Nomades (2013).
Bosnie-Herzégovine : *Manuel d'exil* de Velibor Čolić, chez Gallimard (2016).
Roumanie : *Le marchand de premières phrases* de Matei Vişniec, chez Acte Sud (2016).
Slovénie : *Cette nuit, je l'ai vue* de Drago Jančar, chez Phébus (2014).

Note : L'auteur roumain George Arion a remporté le Prix du public 2016 au Salon du livre des Balkans pour son roman *Cible royale*, paru en 2014 chez Genèse Edition (voir l'article sur George Arion dans le précédent numéro de *Regard*, page 78).

Levée d'encre à l'Est

Pour la sixième année consécutive, Paris a accueilli le Salon du livre des Balkans qui s'est tenu les 27 et 28 mai derniers. Rencontre avec Pascal Hamon, l'un des fondateurs de l'événement.

Propos recueillis par Julia Beurq.

Regard : Comment ce salon a-t-il vu le jour ?

Pascal Hamon : Au début des années 1990, lorsque les Balkans ont commencé à s'ouvrir, j'étais déjà fonctionnaire au ministère de la Culture. À cette époque, on m'avait demandé de mettre en place une coopération culturelle avec l'Albanie, un pays où la francophonie était bien présente. Par le biais de l'association Albania, créée en 1997, nous avons alors développé des projets culturels en France mais aussi là-bas. Puis, vu les événements dans la région, les guerres et la création du Kosovo, on a élargi progressivement notre zone d'intérêt aux pays alentours. En 2009, nous avons pris conscience qu'il existait de nombreux festivals sur les Balkans mais qu'aucun n'était dédié à la littérature. C'est ainsi que nous nous sommes lancés.

Qui vous conseillent dans le choix des auteurs et des textes ?

Le Château d'eau Crângul lui Bot

afaq

ISO 22000

Sécurité alimentaire

AFNOR CERTIFICATION

afaq

QSE

Qualité Sécurité Environnement

AFNOR CERTIFICATION

CERTIFIED

IoNet

MANAGEMENT SYSTEM

Call Center disponible

24h/24 7j/7

0800 800 923

appel gratuit à partir du réseau Telekom România

0244 407 630

appel payant à partir des autres réseaux de téléphonie mobile et fixe

10 rue Bobâlna, 100 330 Ploiești

www.apanova-ploiesti.ro

clienti.apanovaploiesti@veolia.com

VEOLIA

APA NOVA

Ploiești

depuis 16 ans

au service de nos clients

Notre équipe est très liée au lieu qui héberge le salon, l'Institut national des langues et civilisations orientales de Paris. Nous prenons donc conseil auprès des traducteurs, des professeurs et des directeurs de collection qui y travaillent. Et nous essayons de choisir des thèmes peu traités, de montrer les Balkans autrement et d'inviter des auteurs peu ou pas assez connus. Par exemple, cette année, nous avons choisi de mettre un coup de projecteur sur Thessalonique parce qu'on s'est rendu compte qu'il était extrêmement difficile d'avoir des informations en français sur cette ville grecque passionnante.

Peut-on regrouper les auteurs des Balkans sous une spécificité particulière ?

Dans cette région, il existe une floraison de récits dans des domaines si variés qu'il est difficile de parler de spécificité. Par contre, il y a une caractéristique qui est commune à beaucoup d'entre eux : l'omniprésence de l'histoire. Dans ces œuvres, on retrouve un certain regard sur des périodes historiques. Dans plusieurs romans, j'ai été frappé de constater que l'histoire revêtait parfois la même importance que les personnages. Les notions de frontière ou de pont sont aussi très présentes.

« Beaucoup de romanciers balkaniques sont aussi ou ont été poètes. »

Et au niveau de la forme, des styles d'écriture ?

Dans tous les Balkans, l'importance de la poésie est notoire. C'est vraiment quelque chose de spécifique, d'original, notamment par rapport à l'Europe de l'Ouest. De fait, la poésie découle de la forme traditionnelle de circulation des histoires qui étaient racontées par les rhapsodes. Ces conteurs sont typiques de la Grèce antique mais se retrouvent aussi dans d'autres pays des Balkans. Cette culture orale a progressivement été transcrite à partir du 19ème siècle. Aujourd'hui, beaucoup de romanciers balkaniques sont aussi ou ont été poètes. Ils utilisent régulièrement le registre poétique en parallèle avec le roman, ce qui n'est pas commun pour des écrivains.

Dans quel état se trouve le marché de la littérature dans les Balkans ? Les écrivains arrivent-ils à vivre de leur métier ?

Depuis Paris, j'ai seulement un aperçu de la situation. Je dois d'abord revenir sur un point important. Dans les pays des Balkans, à l'époque communiste, le système des droits d'auteur n'existait pas car les auteurs étaient salariés des maisons d'édition. Par exemple, en Albanie, nous avons participé à la création du système des droits d'auteur qui

se base sur le modèle français. Car après l'effondrement du communisme, la question de savoir comment vivre de son œuvre s'est posée de manière cruciale. La période de transition fut très difficile au niveau économique. Bien qu'il existait une liberté totale pour lancer des maisons d'édition et pour la création littéraire, en parallèle, la société s'est rapidement paupérisée, le tirage de livres s'est effondré. Aujourd'hui, cela va un peu mieux, même si les auteurs balkaniques ne sont pas les plus à la mode. Depuis quelques années cependant, certaines maisons d'édition françaises traduisent ces auteurs. Le développement de l'attrait touristique pour les Balkans a aussi favorisé l'intérêt des lecteurs et donc des éditeurs pour cette région et sa littérature.

Y a-t-il suffisamment de traducteurs ?

Chaque année, lorsqu'on réfléchit au programme du salon, nous avons l'agréable surprise de constater que beaucoup de nouveaux textes ont été publiés en français et même primés. Il y a une vraie richesse au niveau de la production, et souvent les traducteurs jouent un rôle important. Je suis admiratif devant le travail de défrichage qu'ils accomplissent eux aussi, en traduisant des auteurs sans être sûrs qu'ils seront publiés. Malheureusement, il est difficile pour certains écrivains de trouver des maisons d'édition malgré leur qualité certaine. De manière générale, les écrivains des Balkans ont besoin de beaucoup de temps pour se faire connaître et être reconnus à l'étranger.

Ces auteurs bénéficient-ils d'une bonne image dans leur pays ?

On remarque que ceux qui ont émigré n'ont pas forcément bonne presse. Je pense qu'il existe toujours une sorte de rivalité et de jalousie entre ceux qui sont restés, et qui ont dû faire face à beaucoup de difficultés, et ceux qui sont partis. Même si ces derniers ont été confrontés à des problèmes différents, comme la question de la langue d'écriture ou du déracinement.

Comment voyez-vous l'évolution de votre salon ?

Nous avons l'intention d'intensifier les partenariats avec des festivals similaires. Cette année, nous avons par exemple accueilli l'équipe de la Biennale des carnets de voyage de Clermont-Ferrand. Lors du salon, l'écrivain roumain Matei Vişniec a aussi évoqué l'idée de décentralisation culturelle, c'est-à-dire l'éclosion d'initiatives culturelles dans toute l'Europe centrale. C'est une bonne nouvelle, nous avons envie de prendre contact et de créer des liens avec des festivals européens, tels que la foire du livre de Tirana (Albanie), celle de Thessalonique, ou encore le festival de Bande dessinée de Sibiu. Cela nous permettra d'aller directement à la source pour dénicher de nouveaux talents.



Participez aux

RENCONTRES FRANCO-ROUMAINES DU TOURISME

Au carrefour de nombreuses filières d'activité (hôtellerie, restauration, loisirs, culture, transports...), le tourisme constitue un secteur porteur qui se décline de multiples manières (éco-tourisme, tourisme gastronomique, tourisme culturel, tourisme patrimonial, tourisme médical...). Secteur en pleine mutation, porté par l'essor du numérique mais aussi du développement durable et de pratiques solidaires, de nouvelles fonctions et de nouveaux métiers se développent. Source d'emplois, dont une grande partie exige des qualifications spécifiques et élevées, il contribue à la valorisation des régions, des villes et des territoires.

C'est dans ce contexte que s'inscrivent les **Rencontres franco-roumaines du tourisme** qui, dans 8 villes différentes, vont permettre d'analyser les besoins en formation, y compris linguistiques, des institutions et des entreprises du secteur. Temps d'échanges, espaces de diffusion de bonnes pratiques, lieux de découvertes d'expertise, ces 8 Rencontres organisées par l'Institut français de Roumanie en partenariat avec le Secrétariat d'Etat au tourisme et le Ministère de l'Education nationale, et avec le soutien du groupe Accor et de la BRD, proposent à chaque fois un axe de travail différent, adapté au contexte local.

RENDEZ-VOUS FRANCO-ROUMAINS DU TOURISME

- 13 mars à Sibiu : le tourisme de montagne
- 23 mai à Iasi : le tourisme en famille
- 8 juillet à Brasov : le tourisme patrimonial
- 12 juillet à Constanta : le tourisme des croisières

Puis, entre septembre et octobre

- à Tulcea : l'éco-tourisme
- à Timisoara : le tourisme et les métiers d'art
- à Cluj : le tourisme et le développement des collectivités locales - l'exemple du thermalisme
- les 17 et 18 novembre à Bucarest : clôture des Rencontres

Si vous souhaitez assister à ces Rencontres, y participer, apporter votre éclairage, ou tout simplement en savoir plus, n'hésitez pas à aller sur notre site ou contacter Mme Maguelone Orliange-Ladsous, Attachée de coopération éducative et correspondante Tourisme, Institut français de Roumanie [education@institutfrancais.ro].

 **INSTITUT FRANÇAIS**
ROUMANIE

Libre par tous les moyens

À 36 ans, Alexandra Badea est un petit phénomène en France, où elle vit depuis 2003. Entre théâtre, cinéma et littérature, ses créations dissèquent le monde contemporain avec originalité et sans compromis. Entretien.

Propos recueillis par Andrei Moldovan.
Photo : Liova Jedlicki



Regard : Vous vivez entre la France et la Roumanie, mais vous n'écrivez qu'en français. Quand avez-vous pris conscience de cette mutation intellectuelle ?

Alexandra Badea : En écrivant mon premier texte, *Mode d'emploi*, que j'avais commencé à rédiger pour moi. C'était un moment où j'avais besoin de questionner mon identité, trois ans après mon arrivée en France. La parole venait en français et en roumain, mais plus facilement en français. Dès que le roumain apparaissait, je bloquais, c'était moins fluide, je ne trouvais pas les mots justes, comme si je n'étais pas à la hauteur de ma langue maternelle. Je me sentais obligée de bien écrire, tandis qu'en français, j'étais plus libre. Aujourd'hui encore, je ne ressens aucune obligation envers la langue française, je peux la réinventer, me permettre de la trahir parfois, de faire des erreurs. Il y a aussi l'élément de l'étrangeté. C'est une langue qui garde un mystère pour moi, c'est comme un jeu qu'elle me propose tout le temps.

Comment vivez-vous cette impossibilité du bilinguisme en termes de création littéraire ?

Parfois, c'est une souffrance, mais j'ai appris à ne pas forcer. Au début, j'insistais pour écrire en roumain. Aujourd'hui, j'attends, un jour ça arrivera, peut-être. Le roumain est une langue que j'aime parler au quotidien, je peux m'y perdre sans soucis, alors que le français est plus cartésien, il m'oblige à structurer ma pensée. À l'écrit, le blocage revient immédiatement si je dois traduire un texte en roumain, le correspondant n'est jamais le mot que j'aime. Je n'arrive pas à traduire mes textes, même pas les titres. Mais je commence à écrire en roumain des dialogues pour le cinéma. Quand je reste à la surface de la communication, ça va, mais dès que j'entre dans la profondeur de l'écriture, le français refait surface.

Votre analyse de la société actuelle cache-t-elle une certaine nostalgie ?

Je pense que je pose un regard sans com-promis sur le monde en général, et sur l'être humain en particulier. La mondialisation a fait apparaître les mêmes problématiques pour tous les individus. Il y a des spécificités bien sûr, mais il y a aussi beaucoup de points communs. Ce qui

Formée à l'Université d'art théâtral et cinématographique de Bucarest, Alexandra Badea est restée longtemps peu connue du public roumain. Après *Google, mon pays* (2010, Teatrul Mic), c'est la nouvelle version de *Pulvérisés* (2015, Festival Temps d'images, Cluj) qui fera mieux connaître en Roumanie cette auteure anticonformiste – pièce qui a obtenu en France le Grand Prix de la littérature dramatique du Centre national du théâtre en 2013. Séduit par l'univers et l'analyse sociale de l'artiste, l'Institut français de Roumanie (IFR) a entamé avec elle une collaboration sur la durée. Selon Christophe Pomez, attaché culturel et directeur adjoint de l'IFR, « nous apprécions notamment le soutien sans faille d'Alexandra Badea à l'écriture dramaturgique engagée en français, sa détermination

m'intéresse, c'est de voir comment l'être humain peut s'en sortir à l'intérieur de ce système, comment il arrive à survivre, quelle est sa part de responsabilité dans la construction de ce monde et quels sont ses lieux de résistance. Je ne dirais pas qu'il s'agit de nostalgie. Les relations humaines ont toujours été violentes, les rapports de force ont toujours existé, il y a toujours eu des dominants et des dominés.

Peut-être qu'aujourd'hui, toutes ces choses sont devenues plus visibles, notamment grâce aux nouvelles technologies, qui ne sont pas toutes nuisibles à partir du moment où l'on sait s'en servir. Mais la plupart du temps, on s'en sert mal. Même la solitude peut être bénéfique tant qu'elle n'est pas subie, tant qu'elle est ce temps de réflexion, de contemplation, de création. Là où elle devient dangereuse, c'est quand on exclut l'autre, quand on s'enferme dans l'individualisme, quand on protège trop son territoire, qu'on veut imposer son point de vue et sa culture en écrasant les cultures qui n'ont pas les moyens de se défendre.

Êtes-vous une artiste engagée ou une artiste tout court ?

Une artiste tout court. L'art engage de toute façon. D'après moi, on ne peut pas être véritablement artiste sans défendre des idées. Avant, j'utilisais beaucoup le terme de « théâtre engagé ». Aujourd'hui, je m'en méfie un peu, on l'a trop associé à du militantisme. Je peux, en tant que citoyenne, militer pour une cause, mais dans l'écriture, je préfère laisser plus de place aux autres, j'ai moins de certitudes, je ne veux pas imposer ma vision et exclure les autres, je trace un possible. J'aime l'idée de créer avec les autres, commencer un récit et laisser le lecteur ou le spectateur le finir. Déclencher une pensée et laisser le public la développer, même la contredire.

Vous avez reçu des distinctions et des prix importants. Comment apprivoisez-vous cette consécration ?

Je l'oublie. Je retourne tout le temps au travail, je n'ai pas le temps d'y penser, d'avoir peur. Je sais que la reconnaissance peut ne pas durer. On vit des temps où l'on consomme vite, on jette, on s'ennuie, on cherche tout de suite la nouveauté. Quand on regarde un peu la rentrée littéraire en France, on s'aperçoit que beaucoup d'auteurs se perdront. Les prix passent, c'est le travail qui reste, et je sais que même si demain cette consécration s'arrête, je continuerai à écrire, à faire des ateliers d'écriture dans les prisons, dans les lycées difficiles, je continuerai à parler aux gens autrement.

Vous faites de la littérature, du théâtre, du cinéma... Parmi les trois, où trouvez-vous votre véritable refuge ?

Je ne pourrais pas choisir. Chaque histoire trouve sa forme spontanément. Il y a des choses que je ne pourrai faire passer qu'au théâtre où il y a cette urgence à dire, à partager, à parler directement au public. Au théâtre, tout va très vite, il y a une énergie et une fébrilité incroyables. Il y a aussi beaucoup de responsabilité. Je ne me sens jamais plus responsabilisée qu'en faisant du théâtre. Je me dis toujours : pour prendre deux heures du temps d'une personne, il faut que j'ai quelque chose de très important à dire. À ce niveau, la littérature donne beaucoup plus de liberté. Herta Müller a dit : « Un livre n'a jamais fait de mal. Si vous ne l'aimez pas au bout de trois pages, vous pouvez le fermer et passer à autre chose. » C'est pour cela que dans les romans, je me permets de prendre plus de temps, d'aller plus loin dans l'intimité des personnages, je ne me mets pas autant de contraintes. Au théâtre, si vous perdez le spectateur juste une minute, c'est fini. Dans un livre, il peut revenir en arrière. Quant au cinéma, c'est très différent, j'y mets peu de mots, la caméra filme la pensée, l'écriture se fait à un autre endroit. On dit souvent qu'un film devrait être compris même si on ne comprend pas les dialogues. Le langage est réduit au minimum. Pour moi, les trois formes sont donc très complémentaires. Je ne pourrais jamais en abandonner une.

Zebra

Amicalement
vôtre,
**Mihaela
Dedeoglu.**

Du lundi au
vendredi,
de 10h à 13h.



à faire vivre les relations franco-roumaines par des dynamiques de collaboration et d'échanges, et son intérêt à explorer les différentes formes artistiques liées au théâtre ». C'est aussi dans cet esprit qu'Alexandra Badea a fait le choix de six ouvrages roumains iconoclastes, traduits en français, qui enrichissent le catalogue du projet de Bibliothèques vivantes L.I.R. (Livre in Room), conçu par le directeur de théâtre et metteur en scène lyonnais, Joris Mathieu.

LA CHRONIQUE

de **Matei Martin**

journaliste à Radio România Cultural
et *Dilema veche*.

Mungiu, séducteur absolu

La nouvelle vague du cinéma roumain a commencé il y a quinze ans avec « Marfa și banii », un film de Cristi Puiu. Depuis, les films roumains fascinent et interpellent les amateurs de cinéma d'art et d'essai, et raflent les récompenses dans les festivals européens. Beaucoup se demandent comment cette industrie sous-financée et sous-développée produit autant de films primés. La précarité du système serait-elle un vecteur de créativité ? Peut-être. Dépourvus de moyens, les cinéastes roumains ont recours aux seuls instruments accessibles : un scénario intelligent et de bons acteurs. Sans pour autant se transformer en recette, cette conception du cinéma est devenue presque automatique. Les films de la nouvelle vague sont à l'antipode du spectaculaire. Et très loin du goût commun en matière de film. Les effets spéciaux, c'est seulement dans l'écriture.

Le dernier film de Cristian Mungiu, « Bacalaureat », est un pur produit de cette école. Romeo est médecin dans une petite ville de Transylvanie. La cinquantaine, il habite avec sa femme et leur fille adolescente dans un appartement plutôt modeste. Les deux parents souhaiteraient une carrière à l'étranger pour leur fille Eliza, qui ne doit surtout pas subir les mêmes difficultés existentielles qu'eux, faire des compromis, s'entourer de gens médiocres, etc. Et le rêve est en train de se réaliser : la jeune fille est admise à une université en Grande-Bretagne. Elle n'a plus qu'à passer son examen de baccalauréat, ce qui ne devrait être qu'une formalité. Mais juste avant l'examen, un incident survient : Eliza se fait agresser. Romeo est alors prêt à tout pour que sa fille réussisse son bac. Tout, y compris corrompre et se laisser corrompre...

« Bacalaureat » ne se veut pas un film sur le phénomène généralisé de la corruption en Roumanie, mais plutôt un drame de famille ; il s'agit de la relation entre parents et enfants, de leurs perspectives différentes sur ce qui est bien, ce qui est mal.

Un film d'une excellente maîtrise de la construction dramatique, avec un grand soin pour créer et maintenir le suspense tout au long de la narration. Cristian Mungiu est le séducteur absolu : il prend ses spectateurs en otages puis les transforme en complices. Ses moyens : entretenir leur curiosité en dosant parfaitement des détails essentiels (ou négligeables). Sans parti pris, et sans se vanter de son recul, l'auteur se positionne au-dessus du drame ; les spectateurs, eux, doivent assumer le risque de bien ou mal juger.

Cristian Mungiu est l'un des enfants terribles de la nouvelle génération de cinéastes roumains. Son film « Occident » avait fait des vagues après avoir été sélectionné pour la « Quinzaine des Réalisateurs » à Cannes, en 2002. Cinq ans plus tard, Mungiu allait être récompensé avec la Palme d'or pour « 4 mois, 3 semaines, 2 jours », puis, en 2012, avec le Prix Un Certain Regard pour « Au-delà des collines ». Avec « Bacalaureat », il a obtenu le Prix de la Mise en Scène ex-aequo avec Olivier Assayas au dernier festival de Cannes.

« Bacalaureat », film de Cristian Mungiu avec Adrian Titieni, Maria Drăguș, Lia Bugnar.

RRI Spécial

Avec
Andrei Popov
ou **Ileana Țăroi**

Chaque jeudi de
13h15 à 13h45 sur
www.rri.ro - canal 2

 **Radio
România
Internațional**



Le monde est ma scène, #la Wallonie est mon foyer

FRANCO DRAGONE

Franco Dragone illumine la planète de ses spectacles hors du commun. Aux côtés de milliers d'autres entrepreneurs, artistes, acteurs, designers et écrivains wallons, il exporte dans le monde entier un talent créatif typiquement belge.

La Wallonie, une ouverture sur le monde.



Wallonia.be



Envol muséal

Accueilli par l'ancien palais royal à partir de 1950, le Musée national d'art de Roumanie (MNAR) est en quête d'une nouvelle image. Jalouse du succès de nombre de ses pairs à travers l'Europe, cette institution emblématique compte désormais stimuler l'interaction avec le public ainsi qu'avec de jeunes créateurs, artistes et autres designers.

Mihaela Rodina
Photo : Octav Ganea / Mediafax

« Notre but est de jouer de nouveaux rôles, au-delà de ceux déjà consacrés », indiquait début mai le directeur intérimaire du MNAR, Dragoș Neamu. Selon lui, le public ne veut plus se contenter d'être simple spectateur et entend participer davantage à l'acte artistique. De leur côté, les créateurs cherchent un lieu qui les inspire et leur offre des moyens originaux pour s'exprimer.

C'est précisément ce que propose le « nouveau » MNAR : créer un espace incubateur d'idées créatives, qu'il s'agisse du design d'objets, d'installations, de musique ou de danse. Sans oublier le rôle éducatif, en encourageant les enfants à se rapprocher de l'art de façon moins conformiste.

Pour ce faire, le musée envisage de faciliter l'accès des artistes à son impressionnante collection d'œuvres. Des tableaux de Pieter Brueghel le Jeune, de Rembrandt ou de Claude Monet pourront ainsi se retrouver déclinés en objets design, bijoux ou vêtements. « Nous mettons notre collection à votre disposition, vous venez avec vos idées », résume M. Neamu.

Le modèle dont s'inspire le MNAR est le Rijksmuseum d'Amsterdam, qui a lancé en 2012 le Rijksstudio, un projet innovant au slogan fort : « Ici, on peut toucher les œuvres. » Seulement de manière virtuelle toutefois, par tablette ou ordinateur interposé. Le but est d'amener les collections au plus près des visiteurs, qui peuvent ainsi créer leur « Rijksstudio personnel » en sélectionnant des œuvres d'art ou des détails selon leur souhait et les transformer en t-shirt ou tasse de café, par exemple.

« Dans leurs magasins de souvenirs, les musées mettent souvent en vente des objets qui n'ont rien à voir avec l'art ou la créativité. Le défi que nous

lançons est d'aboutir à des objets personnalisés, créatifs », souligne Codruța Cruceanu, consultante au MNAR. D'après elle, l'idée n'est pas de copier des objets qui se vendent bien ailleurs, mais de générer des envies. « Nous voulons démontrer que la culture et les industries créatives sont capables d'induire des comportements culturels et de consommation nouveaux. »

Ion Georgescu, qui a mis sur pied à Comana (sud de Bucarest) un moulin à papier artisanal (Moara de hârtie) n'attend que ça... « Nous avons nos propres moyens techniques, tout ce dont nous avons besoin est l'accès à des reproductions digitales des tableaux. » Pour Ana, jeune créatrice de Cluj, « l'idée de rafraîchir le MNAR est géniale. Je pense déjà à des moyens d'utiliser l'espace public en face du musée », confie-t-elle.

Ce projet de renouveau pour le MNAR risque toutefois de buter sur le manque d'argent chronique dont souffre l'institution. Mais ses responsables assurent qu'ils vont trouver des fonds publics, privés ou européens. Les artistes notamment en bénéficieront : toute recommandation venant du MNAR fera monter la cote d'une œuvre ou d'un produit. Le musée tirera aussi profit de cette colla-boration en attirant un public plus jeune, plutôt consommateur d'art contemporain. Critiqué par l'ancien ministre de la Culture Vlad Alexandrescu pour sa « rigidité », le MNAR a effectivement vu son nombre de visiteurs chuter de 120 000 en 2009 à 90 000 l'année dernière. « Cette tendance doit être inversée, notre musée est capable d'offrir de nombreuses surprises », soutient Dragoș Neamu. À l'aide aussi d'un nouveau site Internet interactif qui aidera à changer l'image un peu vieillotte du MNAR.



Le mercredi 28 septembre aura lieu le vernissage de l'exposition « Pierre Alechinsky et les écrivains », présentée par la Délégation Wallonie-Bruxelles à Bucarest, le Musée national d'art de Roumanie et le Centre de la gravure et de l'image imprimée de La Louvière (Belgique). Elle portera sur une série d'ouvrages et d'estampes que le peintre et graveur réalisa entre 1967 et 2007, en lien avec dix-sept écrivains (Honoré de Balzac, Michel Butor, Blaise Cendrars, mais aussi des écrivains roumains tels Eugène Ionesco et Emile Cioran). L'exposition se tiendra jusqu'à la fin janvier 2017. D.R.



Figure majeure de l'art contemporain, la Française Tania Mouraud exposera pour la première fois en Roumanie (pays dont son père est originaire) à la galerie Eastwards Prospectus jusqu'au 31 juillet.

Le travail de Tania Mouraud sera également présenté sur de grands panneaux répartis un peu partout dans les principales villes du pays.

L'exposition Tania Mouraud – OTNOT inclura des photos, des vidéos, des écrits et du son. Selon la commissaire de l'exposition, Élodie Stroecken, « *l'art engagé de Tania Mouraud propose une posture apolitique de l'individu. La perspective de cette artiste est simplement d'avoir les yeux ouverts sur le monde.* »

Crédit photo :
Tania Mouraud, Balafres 117 > 119, 2015, Encres pigmentaires sur papier Fine Art, 85,40 x 150 cm, 3 + 2 A.P., Collection de l'artiste, ©Tania Mouraud, ADAGP. Photo réalisée dans une zone minière en Rhénanie du nord-Westphalie, Allemagne – Courtesy of the artist and Eastwards Prospectus.

Revue de presse

La Roumanie dans la presse internationale...

Roumanie : 77 médecins accusés de corruption

Les procureurs roumains ont déposé des accusations de corruption contre des dizaines de médecins après qu'une firme pharmaceutique leur ait offert des séjours en Inde en échange de la promotion de médicaments contre le cancer. Les procureurs ont expliqué que la firme, qui n'a pas été identifiée, a prétendu avoir envoyé 77 oncologues assister à une conférence sur le cancer du sein à Bangalore, en Inde, en mars 2012. Dans les faits, les médecins, dont certains accompagnés par leurs proches, se sont rendus à New Delhi, à 2 000 kilomètres de là. La compagnie a déboursé 520 000 euros, dont 417 000 euros en pots-de-vin, selon les procureurs qui décrivent cette conférence comme un moyen pour « camoufler » les vacances offertes à ces médecins qui devaient, en retour, conseiller à leurs patients les produits génériques de l'entreprise.

Métro Montréal avec Associated Press, le 30/05/2016

Naissance du Rallye de Roumanie « Historic Winter Rally », en 2017

La première édition du Rallye historique Neige et Glace de Roumanie se déroulera du 16 février au 18 février 2017. Il s'agit d'un tout nouveau rallye, ouvert aux véhicules des groupes VHC, VHRS, Youngtimers, d'un total de 365 km sur des routes totalement enneigées et glacées dont 215 km de chrono, disputés en sept Épreuves Spéciales sur des routes forestières fermées à la circulation. Moniteur et directeur des circuits sur glace d'Isola 2000, puis d'Andorre, Paul Lacombe est le Français qui a imaginé cette toute nouvelle compétition. Le rallye se déroulera au cœur des Carpates, en Transylvanie, la région la plus froide de Roumanie, où Paul Lacombe et ses amis de l'Automobile Club de Roumanie ont tracé un parcours compact et fonctionnel.

autonewsinfo.com (site français de sports mécaniques), Gilles Gagnault, le 31/05/2016

Roumanie : l'emblématique Musée du village fête ses 80 ans

Le Musée du village de Roumanie, l'un des plus anciens espaces d'exposition en plein air d'Europe, qui inclut des maisons du 18ème siècle, a fêté ses 80 ans en inaugurant une nouvelle section au mois de mai. Situé au bord d'un lac de Bucarest et créé à l'origine avec le soutien de la famille royale, le « Village des villages » a échappé aux menaces du régime communiste, qui voulait le déplacer pour construire un quartier résidentiel au profit de la nomenklatura.

Le musée s'étale sur neuf hectares et évoque plus de quatre siècles d'histoire. Il comprend près de 250 maisons, églises, ateliers d'artisanat et d'autres constructions provenant de toutes les régions historiques du pays. Une nouvelle zone d'exposition qui inclut 15 bâtiments érigés sur 3,5 hectares a été inaugurée. « Au-delà de la valeur que ce musée a pour nous, Roumains, il a une valeur européenne », a souligné le Premier ministre Dacian Cioloș, rappelant que cette institution était l'une des plus anciennes du genre en Europe. Environ 500 000 touristes roumains et étrangers le visitent chaque année.

L'Express avec l'AFP, le 17/05/2016



MIHAELA DEDEOGLU

ZEBRA

LUNI-VINERI 10:00-13:00

**București 93.5 FM ■ Iași 97.9 FM
Craiova 94 FM ■ Sibiu 89 FM
Cluj-Napoca 91.7 FM ■ Timișoara 96.9 FM
Chișinău 107.3 FM**

**Disponibil pe internet
și aplicație smartphone – rfi.ro**

L'improbable vedette de Cannes

Pour l'édition 2016 du Festival de film de Cannes, le réalisateur roumain Cristian Mungiu a reçu le prix de la mise en scène (qu'il a partagé avec le Français Olivier Assayas) pour « Baccaurát », l'histoire d'un père face à des compromis éthiques. Dans le septième art, la Roumanie n'en finit pas de gagner. Tout a commencé il y a onze ans avec le film de Cristi Puiu « La mort de M. Lăzărescu », récompensé par le prix Un Certain Regard à Cannes. Ce fut le coup d'envoi de la dénommée « nouvelle vague roumaine ». Deux ans plus tard, Mungiu remportait la Palme d'Or pour « 4 mois, 3 semaines, 2 jours », un film racontant le drame des femmes qui devaient avorter sous le régime de Ceaușescu. Depuis, les Roumains réalisent tous les ans un travail cinématographique complexe et subtil, avec de longs plan-séquences et un minimalisme rigoureux. Les films « California Dreamin' », « 12h08 à l'est de Bucarest », « Au-delà des collines » ou « Policier, Adjectif » ont tous remporté d'importants prix à Cannes ces dernières années. Et si vous n'avez jamais vu le drame de Radu Muntean « Mardi après Noël » qui était à Cannes en 2010, téléchargez-le dès ce soir. D'autres films comme « La position de l'enfant », « Contes de l'âge d'or » ou « Aurora » ont également leurs vertus. À noter que Cristi Puiu a également présenté un nouveau film au festival cette année, l'excellent « Sieranevada ».

Mais si Puiu a donné le coup d'envoi au mouvement, Mungiu a franchi la ligne d'arrivée avec sa Palme d'Or. (...) « Je crois que Puiu a su briser la glace et dispose de ce caractère nécessaire et étrange qui fait de lui une figure de proue. Il est un créateur de contexte », a récemment déclaré Corina Șuteu, ministre roumaine de la Culture. Et d'ajouter : « Vous avez ces pôles opposés. Puiu est l'audacieux qui a fait bouger les choses, Mungiu est celui qui a concrétisé ». (...) Cette année à Cannes, en nombre de films et toutes sections confondues, la Roumanie se situe juste derrière les puissances cinématographiques des États-Unis et de la France.

Los Angeles Times, Steven Zeitchik, le 25/05/2016



ERKA SYNERGY COMMUNICATION

Erka est une agence de communication présente sur le marché roumain depuis 2004. Les services proposés par Erka:

- Stratégie de communication
- Création graphique et design
- Media planning et buying (radio, tv, presse écrite et on-line)
- Développement web et web design (site internet, html 5, animations flash, blogs, forums, applications mobiles)
- Direct marketing/e-mailing (SMS et réseaux sociaux)
- Création et organisation d'événements
- PR
- Merchandising
- Signalétique, PLV et communication indoor

Adresse: Soseaua Nordului nr. 94 F
Sector 1, Bucarest, Roumanie

Tel/Fax: +4021 434 24 33
Mail: office@erka.ro



La Francophonie contribue à un monde plus juste en favorisant le dialogue entre les 5 continents

274 millions de locuteurs dans le monde.
125 millions d'apprenants chaque année.
60% des francophones ont moins de 30 ans.

Le français est une chance
francophonie.org





Couverture du numéro 5 de notre supplément en roumain, sorti début mai. Tiré à 1 200 exemplaires sur papier recyclé, il s'agit d'un grand journal (28,5 cm sur 42,5 cm) de 8 pages reprenant les meilleurs articles de la revue. Pour l'instant, il est exclusivement distribué sur Bucarest (facultés, bars, restaurants sélectionnés). L.C.

REGARD EST UNE PUBLICATION DE
FUNDAȚIA FRANCOFONIA

Président

Philippe Lhotte

Comité de direction

Laurent Couderc

Jacqueline Laye

Philippe Lhotte

Rédacteur en chef

Laurent Couderc

Secrétaire générale de rédaction

Cătălina Kahn

**Ont participé à la rédaction
de ce numéro**

Julia Beurq, Mihaela Cărbunaru, Pauline Choitel,

Carmen Constantin, Nicolas Don,

Ana Maria Florea-Harrison, Marine Leduc,

Matei Martin, Jonas Mercier Mure-Ravaud,

Andrei Moldovan, Dan Popa, Benjamin Ribout,

Marianne Rigaux, Mihaela Rodina, Marlène Vitel,

Isabelle Wesselingh

Maquette

Q-T-RAZ

Agences, photos et illustrations

Cyril Bailleul, Mihai Barbu, Pauline Choitel,

Georgian Constantin, Andrei Creanga,

Nicolas Freiss, Liova Jedlicki, Marine Leduc,

Tania Mouraud, Dan Popa, Laura Vitel, Mediafax

Imprimerie

Imprimeria Arta Grafică

Web master

Marius Weber

Abonnez-vous dès maintenant à REGARD

Abonnement pour 12 mois (4 numéros)

70 RON en Roumanie

(35 euros à l'étranger)

Abonnement pour 24 mois (8 numéros)

130 RON en Roumanie

(65 euros à l'étranger)

Abonnement numérique

Gratuit via l'abonnement papier

en ligne

catalina@regard.ro

www.regard.ro

par téléphone

+ (4) 0742 204 402

REGARD remercie ses partenaires





GLOBAL FINANCE:

« Best Trade Finance Bank in Romania »
2016

UNE RAISON DE PLUS DE CROIRE
A LA CROISSANCE DE VOS AFFAIRES

TA BANQUE. TON EQUIPE



GRUPE SOCIETE GENERALE

WWW.BRD.RO

